

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La démocratie directe se fonde sur l'honnêteté, le respect mutuel et la confiance

### Incohérences dans la politique du Conseil fédéral

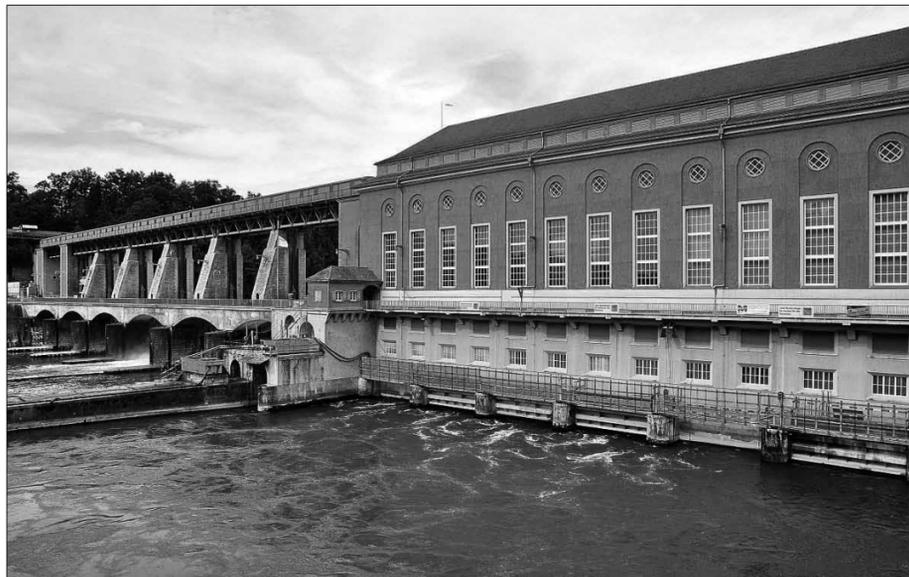
par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Il est fascinant de lire comment le peuple suisse, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ont développé ensemble le Modèle suisse pendant plus d'un siècle, à l'aide de nombreux votes populaires concernant des projets parlementaires ou des initiatives populaires; comment le gouvernement et le Parlement ont repris et développé les préoccupations de la majorité de la population pour ensuite les représenter au souverain. Cela ne fut possible que dans le cadre d'une coopération ouverte et honnête entre le peuple et les autorités. Exprimé de manière plus générale, il y eut le modèle de l'Etat de démocratie directe au sein de la Confédération, des cantons et des communes reposant sur le respect mutuel, la confiance et la rencontre d'égal à égal entre les citoyens et l'Etat – de manière ouverte et honnête. La parole et la loi font foi durablement; quiconque désire changer un règlement, le fait par la voie définitive au niveau de la Constitution. Le souverain a toujours le dernier mot à dire.

Cela est valable aujourd'hui encore dans la plupart des communes suisses et jusqu'il y a environ 25 ans, c'était également le cas en politique fédérale. Cependant, depuis que de nombreux politiciens fédéraux, ainsi que des directeurs et des employés de divers offices fédéraux sont plus orientés vers l'UE, l'OCDE et d'autres réseaux étrangers que sur leur propre pays et les préoccupations de la population, il y a un fléchissement dans le processus de démocratie directe. La suprématie voulue de l'exécutif – ardemment soutenue par Bruxelles, Strasbourg et Washington, car ils ne connaissent rien d'autre – correspond avec la démocratie directe comme l'eau et le feu.

**Quel est le comportement du Conseil fédéral concernant l'information honnête des électeurs? La Stratégie énergétique 2050, un exemple**

«Selon une étude, la meilleure sécurité d'approvisionnement n'est pas l'autosuffisance,



Centrale électrique Eglisau-Glattfelden au fil de l'eau, Haut-Rhin construit en 1920. (Photo wikipedia)

mais l'intégration optimale dans le réseau européen. Cela souligne l'attitude du Conseil fédéral à ne pas remettre éternellement à plus tard l'ouverture du marché de l'électricité ou même de l'inverser, comme certains cercles l'exigent.»

(Doris Leuthard, présidente de la Confédération, 28 octobre 2017<sup>1</sup>)

Avant le vote du 21 mai 2017 sur la future stratégie énergétique de la Suisse jusqu'en 2035, il n'était pas question que la sécurité énergétique suisse ne soit pas assurée sans un accord sur l'électricité avec l'UE. Pourtant, la conclusion supposée obligatoire d'un contrat si important serait certainement une partie essentielle d'une stratégie de près de vingt ans ...

Mais à peine, Mme Leuthard eut-elle le consentement du peuple en poche, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) qu'elle dirige a mandaté quelques bureaux spécialisés de l'EPFZ et de l'Université de Bâle pour établir

une étude sur la sécurité de l'approvisionnement. Les résultats de cette étude<sup>2</sup> ont été présentés par le DETEC (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) le 27 octobre 2017 dans le cadre du colloque intitulé «La future organisation du marché de l'électricité et ses défis» à Berne.<sup>3</sup> Il semble qu'aucune étude aurait été nécessaire, car Doris Leuthard explique dans une interview que le résultat correspond à ce à quoi elle s'attendait, à savoir: «L'étude recommande de nous intégrer encore plus fortement dans le marché européen de l'électricité et d'ouvrir davantage le marché en Suisse. Après 2035, le soutien aux énergies renouvelables disparaîtra. Jusque-là, nous espérons être intégrés dans le marché européen de l'électricité.»<sup>4</sup> Par ces quelques phrases, Mme Leuthard révèle ses réels plans concernant l'approvisionnement en électricité de la Suisse, malheureusement a posteriori du vote populaire sur la Stratégie énergétique 2050.

Quiconque pense que c'est une bonne idée d'élargir la voie bilatérale avec l'UE par d'autres accords, peut reconnaître très concrètement par l'exemple de l'accord sur l'électricité, les diminutions massives qui seraient associées dans notre ordre fédéraliste et de démocratie directe.

**«Ouverture du marché à l'intérieur» signifie libéralisation totale du négoce de l'électricité**

La condition pour la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE est une libéralisation radicale du négoce suisse de l'électricité. Cependant, le peuple suisse n'a, jusqu'à présent, jamais approuvé de tels plans. En 2002, l'Union syndicale suisse (USS) lança un référendum contre la Loi sur le marché d'électricité, car celle-ci prévoyait la libéralisation du marché de l'électricité. Le peuple a rejoint l'USS et a rejeté ce projet dans les urnes. Puis, en 2007, le Parlement modifia un peu la loi et décida de libéraliser le marché de l'électricité en deux étapes, ce qui entra en vigueur en 2009. On pourrait appeler ce procédé bernois une tactique de sape pour empêcher la démocratie, car c'est une exigence extrême pour les citoyens de récolter une seconde fois 50'000 signatures pour un projet presque identique à un si court intervalle – donc personne ne s'y est attelé. Selon la loi de 2007, les grands clients avec une consommation d'électricité annuelle de plus de 100'000 kilowattheures peuvent choisir leurs fournisseurs librement, même à l'étranger, où les prix du courant sont inférieurs. Les ménages privés ainsi que les petites et moyennes entreprises restent liés aux fournisseurs suisses; selon le plan, ils devraient avoir accès au marché libre depuis 2014. Mais, cette étape n'a pas encore eu lieu. (Source: Finanz und Wirtschaft du 6/6/17)

A la remarque de son interlocuteur lors de l'interview, que les conditions requises pour l'accord sur l'électricité ne sont pas encore remplies, puisque le marché domestique de l'électricité n'est que partiellement ouvert, Doris Leuthard a répondu: «Nous sommes prêts. Il ne faut plus qu'un arrêté fédéral pour l'ouverture complète.» («Neue Zürcher Zeitung» du 28/10/17) – Cependant, cet arrêté fédéral n'est pas anodin, car il sera soumis au référendum facultatif, et il ne faut pas s'attendre à ce que le peuple l'accepte.

**Les centrales hydrauliques suisses doivent rester entre les mains des cantons et des communes!**

Dans son interview, Doris Leuthard, présidente de la Confédération, explique très clairement ce que signifierait l'ouverture du marché à l'intérieur du pays. Mais, il en ressort également que l'alimentation en électricité dans une Suisse fédéraliste, se trouvant sous le contrôle des citoyens, est un service public d'une grande importance pour notre pays et qu'elle n'est pas aussi facile à éliminer: «Depuis l'ouverture partielle du marché, il y a quelques années, on a pu constater aucune concentration parmi les 700 fournisseurs suisses. Vouloir continuer avec autant d'acteurs et plus de 8000 tarifs différents, cela devient difficile. [...]» Espérons donc que cela restera difficile..., car les «nombreux acteurs» sont principalement les cantons et les communes. L'eau et l'énergie hydraulique ont toujours été sous leur garde. Les actions des petites cen-

### Ouverture du marché agricole au lieu d'une protection de la production du pays

mw. Le 24 septembre 2017, la grande majorité du peuple suisse s'est exprimé en faveur du contre-projet de l'initiative populaire sur la sécurité alimentaire de l'Union suisse des paysans. Cela n'est pas étonnant, au vu de la campagne financée à plusieurs millions de francs des partisans du contre-projet. Ces derniers ont placardé le pays entier avec des affiches expressives prétendant garantir la production alimentaire au sein du pays, alors que cela ne correspondait pas à la réalité (cf. *Horizons et débats* no 19 du 7/8/17, no 21 du 6/9/17 et no 22/23 du 18/9/17).

Récemment, le Conseil fédéral a présenté une «Vue d'ensemble du développement de la politique agricole» (Communiqué de presse du Conseil fédéral du 1/11/17). A partir de 2022, le Conseil fédéral planifie dans le cadre de la politique agricole (PA22+) de «mieux relier entre eux les marchés agricoles nationaux et internationaux lors d'accords de libre-échange». Le Conseil fédéral veut «ouvrir de nouvelles perspectives aux acteurs de l'agriculture et du sec-

teur agroalimentaire», l'«avènement du numérique» jouant à cet égard un rôle important. Selon l'avis du Conseil fédéral, «la réduction de la protection douanière est intéressante d'un point de vue économique» et «à condition d'être soutenue par des mesures adéquates, gérable pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire». – Comme démontré dans les trois articles mentionnés ci-dessus, cette politique constituerait la finalité pour une grande partie des exploitations agricoles suisses.

Ce qu'il faut concéder en faveur du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) est qu'il n'a menti ni au peuple ni aux paysans avant la votation, car en été déjà, il tenait exactement les mêmes propos concernant les «nouvelles perspectives» pour les paysans. Par exemple, qu'il fallait regrouper les exploitations, car ainsi – selon le calcul un peu simpliste de M. Schneider-Ammann – on n'aurait besoin qu'un tracteur au lieu de deux, pour labourer la double surface de

terres. De cette manière, les paiements directs de la Confédération aux paysans pourraient être, avec le temps, réduits de moitié...

Cependant, les dirigeants de l'Union suisse des paysans (USP), qui se plaignent maintenant avec véhémence, ont trompé tant les paysans que le reste de la population. Ils n'auraient jamais dû retirer leur initiative populaire signée par 150'000 électeurs. Et ils n'auraient pas dû faire de la publicité pour le contre-projet tout en sachant que ce texte pourrait être interprété de diverses façons.

L'USP et les partis politiques tel que l'UDC ou également les Verts se retrouvent face au gâchis causé par eux-mêmes – car ils ne voulaient pas de frontières ouvertes aux importations à prix cassés de denrées alimentaires ne correspondant pas aux normes environnementales et sanitaires exigées par le droit suisse. On verra comment ils s'en sortiront pour assumer leur responsabilité d'investir leurs forces pour l'agriculture productive suisse et le droit des consommateurs à obtenir de la nourriture saine.

# Efficacité et stabilité politique grâce au fédéralisme

par Pierre-Gabriel Bieri, Lausanne



Pierre-Gabriel Bieri  
(Photo Centre Patronal)

La conférence sur le fédéralisme qui s'est tenue la semaine passée à Montreux a réaffirmé que la construction institutionnelle de la Suisse n'est pas dépassée face aux enjeux actuels, et qu'elle constitue au contraire un facteur de compétitivité et de prospérité.

## Une notion instinctivement appréciée mais mal comprise

La ville de Montreux a accueilli les 26 et 27 octobre la cinquième conférence sur le fédéralisme. Cette manifestation a lieu tous les trois ans depuis 2002, à l'initiative de la Conférence des gouvernements cantonaux. Mais qu'est-ce exactement que le fédéralisme? La question, posée inopinément à des passants face à une caméra, suscite moult hésitations et embarras. Pourtant, un sondage mené au début de l'année a démontré un fort attachement à cette notion: 59% des «leaders d'opinions» (majoritairement de droite) et 46% du grand public (davantage à gauche qu'à droite) y voient «un principe fondamental auquel il ne faut pas toucher», et ces chiffres sont en hausse par

rapport aux études antérieures. Ceux qui veulent «remettre le fédéralisme en question» ne constituent qu'une toute petite minorité.

Il n'en reste pas moins que beaucoup de gens ne sont pas sûrs de comprendre de quoi il s'agit, et nombreux sont ceux qui souhaiteraient une meilleure information. Ce devrait être le rôle de l'école. Ce pourrait aussi être celui des médias. En ce sens, on éprouve quelque déception à la lecture de certains articles de presse censés rendre compte de la conférence de Montreux, mais incapables d'en refléter fidèlement l'esprit ni même le contenu. Certes, la concélébration du fédéralisme allait un peu de soi dans le cadre de cette rencontre officielle, organisée par des convaincus. Pourtant le programme s'est révélé riche en propos intéressants qui méritaient d'être relayés auprès d'un public plus large.

On retiendra notamment l'intervention originale du politologue alémanique Michael Hermann, qui s'est attaché à montrer que les prétendues «faiblesses» du fédéralisme n'en sont pas vraiment et peuvent même constituer sa force. Il a aussi souligné l'importance de clivages multiples et croisés (linguistiques, géographiques, financiers) qui permettent de varier les minorités et les majorités tout en empêchant l'affrontement de blocs compacts.

## Un facteur de stabilité politique

Au chapitre des «enjeux majeurs» tels que la numérisation ou les cyber-risques, des «experts» et des politiques ont débattu de la capacité des petits cantons à élaborer des solutions souples et originales, ou encore de la plus grande résistance des systèmes décentralisés et redondants. Des témoignages concrets ont confirmé que centralisation ne rime pas forcément avec efficacité et rapidité.

Le fédéralisme est un thème éminemment politique; mais qu'en est-il de son interaction avec l'économie? Freine-t-il ou au contraire favorise-t-il l'exceptionnelle compétitivité de la Suisse? La conférence de Montreux s'est aussi penchée sur cette question. Une étude scientifique aboutit à la conclusion que le fédéralisme contribue à optimiser les prestations publiques, qu'il stimule l'esprit d'innovation et la concurrence, ou encore qu'il atténue la répartition inégale des revenus, réduisant ainsi les besoins de redistribution.

Plus fondamentalement, il a été souligné que le fédéralisme helvétique a pour premier et principal effet de créer une grande stabilité politique, et que cette stabilité profite à toute l'économie. Les entreprises étrangères qui viennent s'établir en Suisse recherchent aussi cette stabilité. Cet atout ne doit pas être sous-estimé, à l'heure

où d'autres Etats européens se retrouvent ébranlés par des revendications communautaires centrifuges. A cela s'ajoute encore la possibilité de dialoguer avec des autorités géographiquement et culturellement proches, capables de comprendre les problèmes et les besoins des entreprises installées sur leur territoire.

## Le fédéralisme en actes

Le fédéralisme n'a évidemment pas été inventé pour doper la compétitivité helvétique, mais il a façonné un cadre politique et social propice à la prospérité. En ce sens, il mérite d'être défendu de manière systématique, non seulement en paroles mais aussi en actes, en s'opposant inlassablement aux ambitions technocratiques et aux solutions de facilité que constituent les délégations de compétences vers le haut. La liberté et la responsabilité que l'on revendique volontiers pour les entreprises doivent aussi s'appliquer aux communautés politiques fondamentales que sont les cantons.

Cet effort de vigilance représente une application pratique du fédéralisme, susceptible de rendre ce dernier plus compréhensible par la population. Encore faut-il l'expliquer soigneusement.

Source: Service d'information du Centre Patronal du 1/11/17 (N° 3162)

## «La démocratie directe se fonde...»

suite de la page 1

trales électriques sont généralement détenues à hauteur de 100% par les cantons et les communes, il en va de même pour Axpo, un véritable grand groupe, préférant s'ébattre dans les parcs éoliens étrangers, au lieu de faire avancer l'énergie solaire et éolienne en Suisse. Seul un très petit nombre de sociétés d'électricité suisses sont cotées en bourse et la plupart de leurs actions sont détenues par des cantons et des communes. Il va de soi que la majorité de la population suisse veut conserver sa souveraineté sur l'eau et l'énergie hydraulique en tant qu'installations de base du service public. Elle saura s'opposer à tout bradage aux géants étrangers de l'électricité.

Les paroles qu'on entend de la part de la cheffe du département font mal: «Les petits fournisseurs sont réticents à la libéralisation complète, parce que les souffrances ne sont pas assez fortes. [...] Nous devons donc parler aux cantons et à l'Association des entreprises d'électricité et dire: si vous voulez continuer d'être responsable et de faire des affaires, vous devez vous structurer différemment. Ce sera certainement une discussion difficile.»

\*\*\*

Retenons ceci: avant le vote populaire sur la révision de la Loi sur l'énergie, le Conseil fédéral n'avait pas informé ouvertement et honnêtement sur les principaux faits concernant la politique énergétique et ne les a pas soumis à la discussion. Evidemment, la Suisse, en tant que petit Etat, dépendra toujours d'importations d'énergie. Il va de soi qu'en raison de sa situation géographique au cœur de l'Europe, elle participe aux réseaux électriques des pays limitrophes. Oliver Koch – représentant de la Commission européenne ayant participé le 27 octobre à la réunion du DETEC à Berne – a bien précisé que l'UE est

également intéressée à une bonne coopération avec la Suisse: «L'UE bénéficie pour sa part du réseau électrique suisse bien développé et des nombreuses centrales hydroélectriques permettant de garantir l'approvisionnement en l'absence de vent ou de soleil.»<sup>5</sup> Le marché de l'électricité et la coopération entre la Suisse et ses pays voisins fonctionnent parfaitement, même sans accord sur l'électricité. Au cas où il y aurait un jour un manque d'électricité en Allemagne ou en France, ils ne livreraient plus en Suisse – avec ou sans accord. Donc, dans le domaine de l'énergie comme pour les denrées alimentaires, la devise est: plus il y a d'autosuffisance, mieux c'est.

## Nouvelles pièces de mosaïque concernant l'accord-cadre institutionnel

Selon Doris Leuthard, l'accord sur l'électricité avec l'UE est soi-disant «bloqué depuis trois ans [...] en raison de l'absence de l'accord-cadre avec l'UE», parce que le peuple suisse a voté pour la réglementation de l'immigration («Neue Zürcher Zeitung» du 28/10/17). En réalité, tout le monde sait que la Commission européenne a annoncé, bien avant le vote du 9 février 2014, que sans accord-cadre, suite auquel la Suisse serait obligée d'adopter le droit européen et de se soumettre à la jurisprudence de la CJUE, il n'y aurait plus de nouveaux accords bilatéraux. – Nous n'avons rien contre, car avec plus de 100 traités bilatéraux avec l'UE, nous sommes bien servis. Cependant, Mme Leuthard a précisé il y a quelque temps qu'elle voulait mener à bonne fin l'accord-cadre au cours de son année présidentielle – donc jusqu'au 31 décembre 2017! Il faut donc qu'elle se dépêche.

Le principal responsable concernant les négociations avec l'UE sera dorénavant Ignazio Cassis, le nouveau conseiller fédéral fraîchement élu, responsable du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE).

Cela donne l'espoir d'un nouveau vent frais à Berne. Car après son élection, M. Cassis avait créé un buzz en expliquant qu'il désirerait appuyer sur le «bouton reset» en ce qui concerne l'accord-cadre institutionnel. Le 21 octobre 2017, lors de la réunion des délégués du PLR à Engelberg, M. Cassis avait annoncé qu'il s'exprimerait de manière plus exacte après ses 100 jours en fonction (Radio SRF, *Echo der Zeit* du 21/10/17). Peu avant son élection, M. Cassis avait adhéré à «PROTELL – Société pour un droit libéral sur les armes» qui s'oppose à la reprise du droit trop restrictif de l'UE sur les armes – dans le cadre du droit de Schengen. Après que son adhésion a été interprétée par les médias comme vote contre Schengen, M. Cassis a quitté PROTELL. Néanmoins, il a déclaré aux délégués du PLR à Engelberg: «Je m'engage pour un droit libéral sur les armes, correspondant à la tradition suisse.» Il l'a dit... En revanche, à Engelberg, le chef sortant du DFAE Didier Burkhalter – qui n'avait jusque-là jamais voulu dire quel était l'instance de décision suprême pour l'accord-cadre – a déclaré clairement: «Toutes les possibilités d'une solution institutionnelle avec l'UE ont été analysées et dans toutes les variantes la CJUE joue un rôle, car elle décide du droit dans l'UE.»

Selon Radio SRF du 21 octobre 2017, Damian Müller, conseiller aux Etats PLR (LU), et Walter Müller, conseiller national PLR (SG), soutiennent également le «bouton reset» du conseiller fédéral Cassis, dans le sens de faire le point: ils veulent remettre sur la table de négociation le mandat pour l'accord-cadre. – Voilà des sons plaisants de la part du PLR!

## Respecter les règles du discours démocratique

Etant donné que pour les dirigeants de l'UE le modèle suisse fédéraliste et de démocratie directe est une chose étrange, c'est dans la responsabilité de nos conseillers fédéraux et de leurs fonctionnaires et négociateurs de défendre clairement ce qui convient à notre pays et ce qui ne lui convient pas – et d'avoir le courage d'imposer au bon moment une pause et d'appuyer sur le «bouton reset». C'est à nous citoyens et aux parlementaires d'exiger du Conseil fédéral que le peuple soit informé ouvertement et honnêtement de ce qui est négocié à Bruxelles. C'est inadmissible que même les Commissions de politique extérieure des Chambres fédérales ne soient pas informées des contenus exacts de l'accord-cadre institutionnel. De même, quand nous lisons par hasard dans la presse quotidienne que le Conseil fédéral veut retirer aux cantons et aux communes les centrales hydroélec-

triques pour les céder aux «marché libre», c'est-à-dire aux grandes entreprises européennes.

L'une des conditions indispensable au sein de la culture politique suisse et de la démocratie directe est le contact direct et honnête d'égal à égal et la confiance mutuelle entre d'une part les autorités et l'administration et d'autre part la population. Nous ne devons pas permettre que ces conquêtes précieuses soient anéanties par les ambitions personnelles et la soif du pouvoir de certains politiciens de l'exécutif et fonctionnaires administratifs.

<sup>1</sup> «Wir können eine Strommarktöffnung nicht auf ewig aufschieben.» Interview de la présidente de la Confédération Doris Leuthard. Giorgio V. Müller et Helmut Stalder. *NZZ online* du 28/10/17

<sup>2</sup> «Modélisation de l'adéquation du système électrique en Suisse», édité par l'Office fédéral de l'énergie OFEN, paru le 27/10/17; [http://www.bfe.admin.ch/themen/00612/00613/index.html?lang=de&dossier\\_id=06901](http://www.bfe.admin.ch/themen/00612/00613/index.html?lang=de&dossier_id=06901)

<sup>3</sup> *Communiqué du Conseil fédéral*. La sécurité de l'approvisionnement en électricité garantie malgré les conditions difficiles du marché. Berne, 27/10/17

<sup>4</sup> «Neue Zürcher Zeitung» du 28/10/17; cf. rapport du 27/10/17. «Modélisation de l'adéquation du système électrique en Suisse». Management Summary, p. 9

<sup>5</sup> *Communiqué du Conseil fédéral*. La sécurité de l'approvisionnement en électricité garantie malgré les conditions difficiles du marché. Berne, 27/10/17

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit  
international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## L'énergie hydroélectrique suisse est de grande importance pour l'approvisionnement du pays en électricité

«Aujourd'hui (1/11/17), le parc des installations hydroélectriques suisses se compose de 643 centrales (produisant au minimum 300 kW), et générant par an 36'264 gigawattheures (GWh/a) d'électricité. 48,2% sont produits par des centrales au fil de l'eau, 47,5% par des centrales à accumulation et 4,3% par des centrales de pompes-turbinage. 63% de cette énergie provient des cantons alpins d'Uri, des Grisons, du Tessin et du Valais. Les cantons d'Argovie et de Berne fournissent également des quan-

tités respectables. Environ 11% de la production hydroélectrique suisse proviennent de centrales situées au bord de rivières limitrophes avec d'autres pays.

L'utilisation de l'énergie hydroélectrique comprend un volume de marché de plus de 1,8 milliards de francs (5 cent./kWh départ usine) et représente ainsi une branche importante de l'économie énergétique de la Suisse.» (L'énergie hydroélectrique. Site de l'Office fédéral de l'énergie OFEN)

## «Ils sont le visage de la France»

par Natacha Polony, France



Natacha Polony  
(Photo wikipedia)

Pour son livre «Le Peuple de la frontière», le journaliste *Gérald Andrieu* est allé à la rencontre des simples gens. Ceux à qui l'on demandait, pendant la campagne présidentielle, de choisir sans jamais qu'on ne semble vraiment s'intéresser à eux.

«Je n'ai plus envie de monter. L'imposant édifice de la société qui se dresse au-dessus de ma tête ne recèle plus aucun délice à mes yeux. Ce sont les fondations de l'édifice qui m'intéressent.» Cette phrase résume le parcours intellectuel et moral de *Jack London*, autodidacte devenu socialiste à force de partager la misère du peuple. Elle est en exergue d'un livre qui nous apprend ce que devrait être le journalisme. *Gérald Andrieu*<sup>1</sup> a choisi la voie la plus radicale: aller rencontrer le peuple. Au sens sociologique comme au sens politique de ce terme. Les simples gens, mais surtout les composantes de ce corps politique qu'on appelle la France. Lui qui avait couvert des

campagnes présidentielles comme le font les journalistes politiques, en suivant les candidats de gare en aéroport, de *Zénith* en salle des fêtes, il a voulu s'intéresser à ceux à qui l'on demandait de choisir, sans jamais qu'on ne semble s'intéresser vraiment à eux. Deux mille kilomètres de marche, de Dunkerque [mer du Nord] à Menton [Méditerranée], le long des frontières de l'Est, en logeant chez l'habitant, pendant les six mois de campagne présidentielle. Et son récit est, avec la plus grande humilité du monde, une leçon, un ébranlement, pour tous ceux qui font du journalisme ou de la politique sans aller jamais à la rencontre des citoyens dans leur diversité, dans leur détresse, dans leur beauté.

On est saisi d'émotion, gagné parfois par les larmes, au récit de ces rencontres faites de hasard et de fraternité humaine. Il est des gens de peu qui sont capables de tout donner. Comme *Charlotte*, mère de famille au chômage qui croise la route du journaliste et l'invite fièrement chez elle pour lui faire goûter sa choucroute. Soixante kilomètres, aller et retour puisqu'elle le ramène à leur point de rencontre. Il est des gens, aussi, qui portent dignement leur souffrance, sans misérabilisme, sans lyrisme. Les anciens de *Cellatex SA*, à Givet, dans les Ardennes, qui avaient, en 2000, déversé de l'acide dans un ruisseau pour se faire entendre.

*Cellatex*, usine textile frappée de plein fouet par le libre-échange, la suppression des tarifs douaniers en 1994 par l'OMC. Et les anciens qui sont tombés malades, ou qui se réveillent encore en sursaut au milieu de la nuit parce qu'ils ont gardé le rythme des troishuit. Et les employés de *Fessenheim*, plus vieille centrale nucléaire de France. *Gérald Andrieu* égrène les statistiques que tous les politiques ont sur leur bureau: 500 prestataires, 800 emplois, plus les familles – 5200 personnes potentiellement touchées. «Des chiffres. Des nuées de chiffres. Tout autour de moi, écrit-il, ce sont pourtant des visages que je vois.» Il est rare que politiques et journalistes voient ces visages. Il est rare qu'ils rencontrent de si près la France. Parce qu'il y faut du temps, et cette bienveillance particulière – si différente de celle que l'on peut proclamer dans une campagne pour galvaniser un électoralat persuadé d'incarner le bien. Une bienveillance qui interdit de juger quand les propos font entendre la colère ou l'envie de renverser la table. Car malgré cette propen-

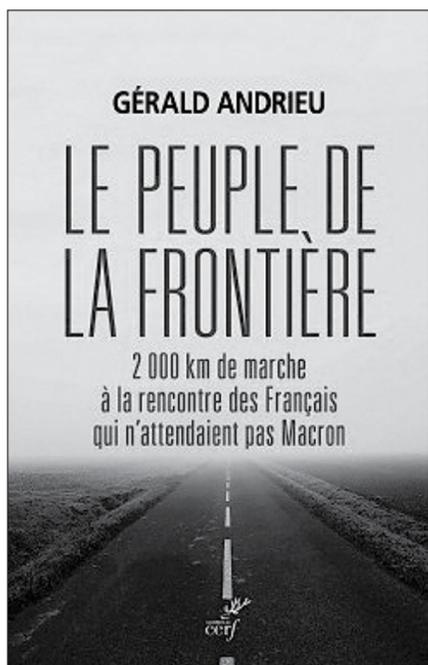
### La désindustrialisation détruit la vie sociale dans les communes

*Figarovox*: Votre périple est aussi un voyage dans la France des petits commerces et des usines fermées. La désindustrialisation est-elle un enjeu majeur?

*Gérald Andrieu*: Le pays que j'ai traversé m'est apparu essoré, atomisé par des années de laisser-faire: laisser fermer les usines, laisser fermer les petits commerces des centres-villes. Et, quand on assiste à un nouvel épisode de ce genre avec *Alstom*, on se dit que l'exécutif actuel, comme les précédents, ne se soucie guère des conséquences sur la population. Pourtant, les usines et les commerces – c'est idiot de devoir le rappeler – structurent les territoires et la vie locale. Dans ces lieux, on se rencontre, on se raconte, on invente, on se soutient, on lutte aussi côte à côte. On nous parle de «vivre-ensemble»; voilà un moyen de lui donner corps: en préservant des emplois dans ces territoires-là.

Même si, pour le nouveau pouvoir, une usine doit sembler être un lieu terriblement archaïque, comparé à ces start-up dont il rêve tant! Si je rappelle la cohésion sociale générée par les usines et les commerces, auxquels il faut ajouter les services publics, c'est que, dans la France périphérique que j'ai traversée, beaucoup de communes sont devenues des cités-dortoirs. On vit loin de son lieu de travail. Chaque matin, on monte dans sa voiture pour aller bosser à 30, 40, 50 bornes de chez soi. Le soir, on rentre sans croiser ses voisins. Parfois, on ne connaît même pas leurs noms. Et les grandes surfaces dans lesquelles on a fait un arrêt, sur le chemin du retour, ne sont pas les lieux les plus propices pour nouer de nouvelles relations...

Source: Extrait d'une interview de *Gérald Andrieu*, propos recueillis par *Alexandre Devecchio* pour «Figarovox» du 6/10/17



ISBN 978-2-2041-1864-4

sion de certains de ses interlocuteurs à tenir quelques propos que la morale médiatique réprovoque (puisqu'il est question de migrants, de frontières, le long de ce périple), *Gérald Andrieu* l'affirme, il n'a pas rencontré cette France repliée sur elle-même qu'on veut bien décrire depuis les rédactions. Simplement des Français «en insécurité physique, économique et identitaire».

### De la chair à canon dans une guerre industrielle

«Il me faut prévenir notre président, écrit-il. Cette France des «rien-du-tout», des négligeables et des négligés ne l'attendait pas. [...] *Emmanuel Macron* un européiste convaincu? Il lui reste à être convaincant car ils ont souvent le sentiment d'être réduits au rang de chair à canon d'une guerre industrielle, commerciale et financière dont l'Europe actuelle ne les préserve pas ou, pire encore, qu'elle encourage. Plutôt qu'à un surplus de mobilité et de flexibilité, – que tous les travailleurs frontaliers croisés sur mon chemin connaissent déjà trop bien – ils aspirent à un peu de protection et de pérennité.»

Ces visages croisés, ces vies briguebailantes, il faudrait que tout homme qui se pré-

sente à des suffrages ou qui s'arroge le droit de produire une pensée politique les aime de toute son âme. Qu'il puisse être ému par leurs peurs, mais aussi par leur générosité, leur dignité. Encore faut-il pour cela tenter de les rencontrer.

A son retour, *Gérald Andrieu* raconte avoir rencontré une autre frontière, tangible, celle-là. En croisant ces confrères qui lui demandaient: «Ils en disent quoi, les habitants de la France périphérique, de *Macron*?» *Conster-nés* lorsqu'il leur répondait: «Ils n'en disent rien, ils n'en parlent pas.» Deux mondes, et une désaffiliation de ceux qui sont pourtant des citoyens et dont tout démocrate devrait considérer qu'ils sont une part de la communauté politique. Et puis, il y a ces confrères qui lisent le livre et le considèrent «maurassien» parce qu'il évoque les paysages, parce qu'il parle de la France et des Français.

Les regarder. Les aimer. Est-ce si difficile?•

<sup>1</sup> *Andrieu, Gérald*. «Le Peuple de la frontière». Editions du Cerf, octobre 2017. Journaliste indépendant, *Gérald Andrieu* a été rédacteur en chef à *Marianne*. Il est coauteur de «Bienvenue dans le pire des mondes. Le triomphe du soft totalitarisme.» (Editions Plon, Paris 2016)

Source: © *Natacha Polony, Le Figaro* du 14/10/17

## Un expert de l'ONU appelle à la démocratisation des médias



Alfred de Zayas  
(Photo mad)

*La démocratie et l'autodétermination sont cruciales pour la prévention des conflits nationaux, régionaux et internationaux, mais elles sont menacées par de «fausses nouvelles», des informations incomplètes et le «politiquement correct», a déclaré Alfred*

*de Zayas, expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable dans un communiqué à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie le 15 septembre.*

«La démocratie est essentielle pour parvenir à un ordre mondial plus juste. Ce n'est qu'en réfléchissant vraiment aux intérêts des gens que les gouvernements pourront endiguer le désenchantement, l'exploitation et les conflits qui affligent le monde d'aujourd'hui.

La vraie démocratie exige de l'éducation, l'accès à des sources d'information et à des opinions multiples et fiables, une consultation de bonne foi avec toutes les personnes affectées par les décisions et un débat ouvert, hors de toute intimidation, ostracisme et contraintes du «politiquement correct».

Cela signifie combiner la règle de la majorité avec le respect des opinions minoritaires et la dignité humaine de tous.

La vraie démocratie ne peut pas fonctionner correctement sans une presse libre et pluraliste, mais les «fausses nouvelles», la «manipulation des informations» et les campagnes axées étroitement sur les questions à la mode portent à confusion et corrompent le processus démocratique.

Il ne s'agit pas seulement des gouvernements qui se livrent à la diffusion de fausses nouvelles – des informations fausses ou délibérément partiales – mais aussi du secteur privé, des médias d'entreprise et d'autres conglomérats qui tentent de créer ce que *Noam Chomsky* appelait la «fabrication du consentement».

Bien que la liberté d'opinion et d'expression soient indispensables à la société démocratique, ces libertés doivent servir – non pas manipuler – la démocratie. Ce qui est nécessaire, c'est un accès libre à l'information et aux opinions pluralistes – plutôt que des services de presse homologués qui se font écho les uns aux autres et tentent d'imposer une version «politiquement correcte» de la réalité.

Les médias ont la responsabilité de diffuser de l'information, sans supprimer de façon sélective les faits pertinents, ou forcer les faits dans une seule interprétation possible. La démocratie a besoin de services

d'information alternatifs et d'une démocratisation générale des médias.

On parle de démocratie lorsqu'il existe une corrélation directe entre la volonté des gens et les politiques qui les affectent. Cela exige plus qu'un vote périodique pour la forme, en particulier étant donné que de tels exercices démontrent un manque de choix réel en termes de candidats et entraînent rarement un changement de politique.

La démocratie directe, participative et réactive, sous toutes ses formes, est primordiale et doit être utilisée pour permettre aux individus de donner un consentement authentique, libre, préalable et éclairé avant que les gouvernements ne promulguent des décisions législatives et autres qui ont un impact sur leur vie.

Les Etats membres des Nations Unies ont affirmé en 2005 lors d'un sommet mondial sans précédent que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales étaient interdépendants et se renforçaient mutuellement.

Ils ont également observé que, bien que les démocraties partagent des caractéristiques communes, il n'existe pas de modèle unique de démocratie. Tous les peuples et toutes les nations ont le droit de trouver leur propre formule de la démocratie. En effet, la démocratie est une expression de l'autodétermination.»

Source: [www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22074&LangID=F](http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22074&LangID=F)

### A nos lecteurs

L'édition n° 27/28 de *Zeit-Fragen* en allemand contient un supplément intitulé «Questions financières en démocratie directe». La traduction de ce texte de quatre pages n'étant pas encore terminée, *Horizons et débats* ajoutera ce supplément à son n° 29 du 27 novembre 2017.

Vous cherchez une idée pour un cadeau de Noël?



Pourquoi pas un abonnement à *Horizons et débats*

# Il appartient aux Catalans de décider librement de leur avenir

par René Roca, directeur de l'Institut de recherches sur la démocratie directe\*

J'ai des racines catalanes. En 1888, mon arrière-grand-père paternel, quitta son village agricole catalan de Viladesens pour immigrer en Suisse. Il s'installa d'abord dans la ville de Saint-Gall, travailla chez un compatriote dans une bodega et épousa plus tard une cuisinière allemande. Avec elle, il s'installa à Zurich-Oerlikon où il créa une bodega espagnole. Mon grand-père épousa une Espagnole, dont il avait fait connaissance lors d'une de ses nombreuses visites en Espagne. Ils se sont rapprochés l'un de l'autre en dansant la Sardana, une traditionnelle danse populaire catalane. Au temps de la dictature de Franco (1939-1975), cette danse et la langue catalane furent proscrites sous menace de sévères punitions, idem pour le fait de chanter des chansons catalanes. Je me rappelle bien qu'après la mort du dictateur – mes grands-parents étaient entre-temps rentrés en Espagne – tous les noms des localités sur les panneaux furent réécrits à la main – à l'aide de pinceaux et de peintures – de l'espagnol (castillan) en catalan. Dans les cœurs des gens, la langue et la culture catalane, donc leur liberté, étaient restées vivantes.

## La nation catalane

La langue catalane s'est formée entre le VIII<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle exprimant un fort sentiment de communauté et d'indépendance. L'histoire catalane est fortement marquée par la lutte pour la liberté, l'indépendance et l'autonomie. Il suffit de rappeler la situation après la Guerre de la Succession espagnole (1701-1714): les Etats alliés de la Castille et de la France écrasèrent les Catalans alliés à l'Angleterre et à l'Autriche. La Castille, dont la capitale est Madrid, annexa toute la Catalogne, révoqua tous les droits catalans et posa l'interdiction de parler le catalan. Cela se répéta à plusieurs reprises. *Albert Sánchez Piñol*, écrivain et anthropologue catalan renommé, s'exprima de la manière suivante: «En 1714, l'Espagne cessa d'être une fédéra-



tion d'Etats et se transforma en ce qu'elle est aujourd'hui: un projet rigoureusement castillan. Chaque fois, qu'une République est proclamée ou qu'un dictateur meurt, lors de chaque redressement démocratique, la Catalogne se trouve à la pointe des aspirations à la liberté collective... jusqu'à nos jours.»

## Constitution à lacunes

En 1978, après la dictature de Franco suivie d'une brève étape de transition, l'Espagne se dota de la Constitution démocratique aujourd'hui encore en vigueur. Le peuple espagnol accepta cette Constitution, y compris la majorité des Catalans. Ils obtinrent un «statut d'autonomie» leur offrant cer-

taines libertés politiques. Cependant, la Constitution ne peut être amendée que par décision du gouvernement central espagnol ou par le Parlement de Madrid. Au niveau constitutionnel, l'Espagne ne connaît ni le droit au référendum ni le droit à l'initiative. En 2006, le gouvernement espagnol et le Parlement acceptèrent à la demande du Parlement catalan un statut d'autonomie catalane améliorée et complétée (par exemple dans le domaine fiscal). Le peuple catalan donna son aval par un référendum. Ensuite ce fut précisément *Mariano Rajoy* avec son parti conservateur, à l'époque en opposition, qui déposa une plainte contre le nouveau statut d'autonomie catalane auprès du Tribunal

constitutionnel espagnol. Après quatre ans de délibération, le Tribunal finit par démonter le compromis démocratiquement élaboré en éliminant quatorze articles cruciaux et en en corrigeant vingt autres. Ce fut la naissance du mouvement indépendantiste actuel.

## Que faire?

Depuis lors, le gouvernement espagnol s'oppose à toute discussion. Entre-temps, Rajoy est devenu chef du gouvernement. Lui-même et plusieurs membres de son parti conservateur *Partido Popular* (PP) semblent être impliqués dans divers scandales de corruption. Et précisément ce parti se réfère à l'Etat de droit démocratique. On ne peut rien attendre ni de ce parti ni de son chef de gouvernement. Les juristes ne peuvent généralement pas non plus aider. Dans la plupart des cas, ils traitent les conflits selon le droit positiviste et ne semblent avoir aucune connaissance des principes du droit naturel. De même l'Union européenne (UE), s'immisçant à tout moment dans les affaires internes de ses pays membres, échoue de manière spectaculaire. Elle craint le souhait d'émancipation d'autres populations de la zone Euro. Cela serait en pleine contradiction avec la construction centraliste et antidémocratique de l'UE. Le capital international, suivant sa théorie malsaine du chaos, est déjà prêt à l'attaque.

Face à cette situation, il ne reste plus qu'une chose: la communauté internationale doit contribuer à ce que le peuple catalan puisse bénéficier de ses droits. Une solution serait par exemple le retour au statut d'autonomie de 2006. Il présuppose pourtant que des entretiens entre Madrid et Barcelone puissent se faire sur un pied d'égalité, car – selon le titre d'un article récent de la «*Neue Zürcher Zeitung*» – «démocratie signifie dialogue».

\* «Forschungsinstitut direkte Demokratie FIdD»

(Traduction *Horizons et débats*)

## Ne pas tomber de Charybde en Scylla

km. Personne ne souhaiterait aux habitants de la Catalogne de tomber de Charybde en Scylla. Après de nombreuses «révolutions colorées», et un coup d'œil dans un manuel d'histoire, l'humanité a appris quelque chose: fréquemment, on instrumentalise et on abuse d'une revendication justifiée pour des raisons inavouées de conquête du pouvoir. Deux analyses de fond actuelles démontrent que les préoccupations des Catalans, voulant prendre au sérieux et défendre leur droit à l'autodétermination, ne sont pas innocentes et que d'autres forces très éloignées du peuple y jouent un certain rôle.

L'une de ces analyses a été publiée dans le «Strategic Newsletter» du 1<sup>er</sup> novembre 2017. Les auteurs classent les événements en Espagne comme une tentative de dissoudre les Etats-nations en Europe:

«Les appels renforcés appelant à démembrer les Etats-nations en Europe, comme ils se font actuellement entendre en Catalogne, ont encore un autre aspect moins évident [...]. Pour le noyau dur des fidèles de l'Europe», dans ce contexte l'analyse cite Leopold Kohr, «les grands Etats-nations historiques d'Europe doivent être démembrés en petites unités d'environ 5 à 8 millions d'habitants, pour que les populations européennes acceptent une grande Union européenne supranationale ressemblant à un empire.» Cela est valable pour des régions telles la Catalogne, la Flandre, l'Ecosse, la Lombardie et beaucoup d'autres. Puis, il est dit: «De tels plans existent depuis plusieurs décennies et sont, selon les circonstances, plus ou moins promulgués. En 1957 déjà, [...] Leopold Kohr a élaboré un plan pour diviser les Etats-nations de toute l'Europe [...], sur la base des différences ethniques et linguistiques, en un mosaïque d'environ 50 petits Etats, étant tous soumis à un seul grand Etat fédéral européen.» Cela mènera à la situation «que son élargissement pour devenir une organisation mondiale ou bien son intégration dans des fédérations encore plus grandes seraient facilités.» [...] Ce plan [...]

réapparaît en 2005 dans un livre intitulé «The Size of Nations» [«La grandeur des nations»] par Alberto Alesina et Enrico Spolaore. [...] «L'intégration économique promeut la désintégration politique» des Etats-nations, argumentent-ils.

Deux des obstacles les plus importants empêchant la sortie d'une «nation» telles la Catalogne, la Corse, la Padanie, l'Ecosse ou la Bavière de leur Etat-national respectif sont disparus suite à la création de l'Euro, c'est-à-dire la nécessité de créer sa propre monnaie et son propre marché pour l'écoulement de ses produits. Donc, suite à la création de l'Euro [...] la légitimité des frontières nationales et l'existence des Etats-nations «s'est évaporée».

La seconde analyse provient de Thierry Meyssan et a également été publiée le 1<sup>er</sup> novembre 2017. Dans le cadre d'une analyse critique des diverses aspirations à la sécession au Proche-Orient, en Afrique et en Europe, il mentionne également la Catalogne.

Selon Meyssan, Carles Puigdemont n'a «jamais tenté de cacher ses alliés anglosaxons. En tant que journaliste, il a créé une publication mensuelle pour informer ses sponsors de l'avancée de son combat. Elle ne paraît pas en catalan ou en espagnol mais uniquement en anglais: Catalonia Today [...]. De la même manière, il anime des associations pour la promotion de l'indépendance de la Catalogne, non pas en Espagne, mais à l'étranger, qu'il fait financer par George Soros.»

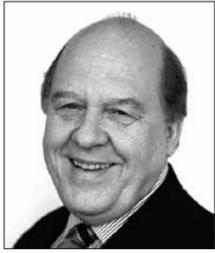
Tout cela ne constitue pas des arguments s'opposant à davantage d'autodétermination des Catalans, à davantage de droits d'autonomie ou même à un Etat indépendant de la Catalogne. Cependant, la voie menant dans cette direction doit être la voie de la justice, sans violence et sur la base de négociations. Dans un nécessaire dialogue d'égal à égal, toute personne voulant faire du bien pour les Catalans et pour les Etats-nations en Europe, serait bien avisée de garder tout cela à l'esprit.

## Autonomie de la Catalogne

1469	Union d'Aragon et de Castille, la Catalogne en tant que partie de l'Aragon reste indépendante à l'intérieur		mée par le gouvernement et le roi
1479-1713	Des vice-rois espagnols règnent en Catalogne	depuis 07	Crise économique, l'Espagne sous le dictat économique de l'UE
1635-1659	Guerre franco-espagnole, la Catalogne reste avec l'Espagne, certaines parties sont en France	28/6/10	Suite à l'intervention du Partido Popular ( <i>Rajoy</i> ), la Cour constitutionnelle espagnole déclare après 4 ans, l'anticonstitutionnalité de 14 des 223 dispositions du statut d'autonomie
1700-1714	Défaite de la Catalogne dans la guerre de Succession d'Espagne, la Catalogne sans autonomie	2009-2011	553 des 947 villes et communes catalanes de l'époque acceptent des référendums pour l'indépendance
1812-1814	La Catalogne fait partie de l'Empire français		
1814-1923	Elle fait à nouveau partie de la monarchie espagnole sans autonomie	9/11/14	Parmi le tiers de la population ayant participé au vote, 80% se sont exprimés en faveur de l'indépendance. Le vote a été interdit par la Cour espagnole
1923-1931	Dictature militaire de Miguel Primo de Rivera		
1931	Deuxième République espagnole	1/10/17	Lors d'un référendum, l'indépendance est acceptée par le peuple
1932	Autonomie datant de 1714 à nouveau garantie		
1936-1939	Guerre civile espagnole	10/10/17	la déclaration d'indépendance du gouvernement catalan est suspendue en faveur de négociations avec Madrid
1939-1975	Dictature de Franco, centralisation, autonomie suspendue		
1939-1977	Pendant la dictature, le gouvernement autonome catalan continue à exister à l'étranger	21/10/17	Le gouvernement central annonce la destitution du gouvernement catalan
1978	L'Espagne devient monarchie parlementaire	27/10/17	Le Parlement catalan approuve l'indépendance, le gouvernement catalan est destitué par le gouvernement central
1979	Nouveau statut d'autonomie suite à la nouvelle Constitution espagnole		
2006	Vote sur l'extension du statut d'autonomie, confir-	21/12/17	Nouvelles élections, prévues par le gouvernement central espagnol

# La Suisse produit de jeunes robots économiques ne comprenant rien à notre monde complexe

par Klaus J. Stöhlker\*



Klaus J. Stöhlker  
(Photo mad)

La voie vers l'esclavage numérique est tracée. Les employés et les conseillers de banques sont guidés et contrôlés à l'aide de la numérisation. Ils doivent répondre aux normes de rendement pour trouver un emploi. Celui ne représentant pas l'apparence de tout le monde, mince et agile, passe facilement pour un marginal, car difficilement contrôlable. N'avons-nous pas déjà lu cela chez les grands écrivains et futurologues du XX<sup>e</sup> siècle?

La Suisse, un pays progressiste avec un des plus hauts scores dans le classement du Forum économique mondial (WEF), produit déjà maintenant une population adaptée aux nouvelles normes du monde. Officiellement, le peuple suisse n'existe plus, mais seulement une population bigarrée. Donc, on n'enseigne plus guère l'histoire suisse, on préfère l'histoire européenne mondiale.

Quiconque veut l'égalité de tout le monde, détruit la liberté des individus. Donc, se forme maintenant un capitalisme fliqué («Surveillance Capitalism») exigeant la surveillance commerciale de tout le monde, afin qu'une mince élite puisse garder le contrôle sur 8 à 10 milliards de personnes. Nous avons à faire à quatre puissances mondiales ayant élaboré de tels systèmes: les Etats-Unis, la Russie, la Chine et Israël, le dernier étant plutôt une dépendance des Etats-Unis.

\* Klaus J. Stöhlker est conseiller d'entreprises et de relations publiques à Zollikon/ZH

La Suisse a compris les signes des temps. Elle globalise son économie, réduit le pouvoir des politiciens et de leurs partis, optimise les deux Ecoles polytechniques fédérales de Zurich et de Lausanne et crée une mélange de population globalisée disposant d'un niveau de formation contrôlable à tout moment, suffisant à toutes les exigences de la Silicon Valley et répondant aux besoins sécuritaires à l'intérieur du pays.

Quiconque veut connaître notre avenir devrait analyser de près la formation scolaire de ses enfants et petits-enfants. Dans cet enseignement règne aujourd'hui le principe de tolérance zéro. Un élève se comportant mal ou se rendant coupable d'une infraction grave aux règlements – selon l'avis de la direction de l'école obligée à suivre le Plan d'études 21 («Lehrplan 21») – est immédiatement puni. Si l'enfant n'avoue pas l'infraction, il sera transféré au centre psychiatrique pour enfants et adolescents. Il n'y a plus de discussions ou d'analyses, l'infraction est forcément suivie par des conséquences. *Georges Orwell* ne l'aurait mieux décrit.

L'objectif est d'avoir à disposition de l'économie des employés attentifs, disposant de compétences sociales, respectueux de l'environnement et de la diversité des genres, autonomes et prêts à apprendre une vie durant. La superstructure pédagogique nécessaire pour chose pareille – attribuée aux administrations scolaires cantonales – a été construite au cours des 20 dernières années. Le but est de créer une société idéale, où l'être humain agit par motivation intrinsèque et de manière autonome – bien sûr dans le cadre strict des normes obligatoires. La sœur de la superstructure pédagogique est la tristement célèbre APEA, l'Autorité de protection de l'enfant

et de l'adulte, qui ôte aux familles le droit de s'occuper de leurs enfants et de leurs proches et de disposer librement du patrimoine familial.

Tacitement, la Suisse a ainsi déjà entièrement rejoint l'antichambre de l'Etat policier. Le premier palier est le jardin d'enfants et l'école primaire, sous forme de maisons de l'apprentissage, où les enfants doivent développer de manière disciplinée les capacités nécessaires faisant d'eux le nouvel être humain suisse. La professionnalisation de l'éducation des petits enfants sert à empêcher tout attachement problématique ou appui insuffisant. Il en sort un être humain s'intégrant parfaitement dans l'ère numérique. Dans ce monde discret, il n'y a plus d'enseignants, mais de plus en plus d'accompagnateurs, de «coaches». Ils se comportent en conseillers des élèves. L'élève internalise la responsabilité pour son apprentissage.

*Allan Guggenbühl* a écrit dans «Total Data – Total Control» que «le groupe effectue inconsciemment la mainmise sur l'individu». Cet ouvrage est édité par *Konrad Hummler* et *Fabian Schönenberger*, partenaires de *MI SA*, une entreprise de Suisse orientale, en collaboration avec la Progress Foundation libérale, et paru aux Editions *NZZ Libro*.

Ce qui se passe dans le domaine de la formation étatique en Suisse est un vrai scandale. L'adaptation des jeunes gens au monde informatique californien mène à des élèves et des étudiants dont le niveau de connaissances n'arrête pas de baisser, dont la capacité à soigner leur expression orale et écrite diminue de manière dramatique et dont la culture générale s'amenuise d'année en année. Ils acquièrent des compétences, mais de moins et moins des capa-

cités. Nous, les personnes plus âgées, ayant été formées selon les principes de la liberté prônés par *Jean-Jacques Rousseau*, *Johann Heinrich Pestalozzi*, *Paul Geheeb*, *Wilhelm von Humboldt* et *Ivan Illich*, nous sommes interloqués par cette nouvelle génération de zombies de la technologie informatique qui ne comprennent plus rien au monde réel et complexe dans lequel ils grandissent.

On sélectionne des individus curieux et prêts à s'adapter au système. Quiconque ne correspond pas à ce profil doit hériter, épouser ou se faire lui-même beaucoup d'argent pour pouvoir se placer en dehors de ce système. Evidemment, ce n'est qu'une petite minorité qui réussit à le faire. Car il est rare de constater une coïncidence entre beaucoup de «free cash-flow» et une grande intelligence. Un élément à lui seul ne suffit pas.

Depuis longtemps déjà, on traite le THADA, donc le déficit d'attention, avec de la Ritaline. Toute personne ne pouvant se concentrer, ayant une tendance aux crises de colère, étant sensible aux changements de temps ou soumis à des écarts de conduite est contenue chimiquement. Toute personne à qui cela déplaît ou souhaitant prendre congé d'avec une telle société, peut procéder au suicide toléré par l'Etat et administré médicalement, même sans être sérieusement malade.

Pour les personnes se trouvant déjà dans le processus de travail, il reste très peu d'échappatoires en dehors de l'économie de consommation. Il y a toutefois encore les vallées alpines éloignées telle la Mesolcina/Misox aux Grisons ou la Vallée de Conches en Valais.

Source: <https://insideparadeplatz.ch> du 24/10/17

(Traduction *Horizons et débats*)

## Il faut que les enfants continuent à apprendre l'écriture cursive



Action «Rettet die Schreibrift» [Sauvegarde de l'écriture cursive]: Les signatures récoltées ont été remises à la ministre de la culture et de l'éducation *Susanne Eisenmann*. De gauche à droite: *Wolfgang Hildebrandt* (Aktion Deutsche Sprache), *Thomas Paulwitz* (Deutsche Sprachwelt), *Susanne Eisenmann* et *Pr Uta Seewald-Heeg* (Neue Fruchtbringende Gesellschaft). (Photo dsw)

La présidente de la Conférence des ministres allemands de l'éducation et des affaires culturelles (Kultusministerkonferenz, KMK), Mme *Susanne Eisenmann* a obtenu les documents d'une récolte de signatures pour la «Sauvegarde de l'écriture cursive». C'est une information de la *Deutsche Sprachwelt* (DSW) du 3 novembre 2017. 17'200 citoyens demandent à la KMK de faire de sorte que les écoles primaires continuent à enseigner l'écriture cursive. Devant le Landtag de Bade-Wurtemberg (Parlement du Land), les protecteurs de la langue ont déposé en main de Mme Eisenmann, sept gros classeurs remplis de listes de signatures. Mme Eisenmann est également la ministre de l'Éducation et des affaires culturelles du Bade-Wurtemberg.

Mme Eisenmann s'est sentie renforcée dans sa décision d'interdire l'abolition de l'écriture cursive dans son Land. Les défenseurs de l'écriture cursive ont reçu beaucoup de soutien pendant la récolte des signatures, et sont convaincus que «l'opinion publique est sans ambiguïté. L'écriture cursive doit rester. Si les enfants savent écrire couram-

ment et sans crispations, ils disposent d'un formidable instrument pour acquérir formation et savoir. Ils reconnaissent plus facilement les fautes d'orthographe et apprennent ainsi à les éviter.»

Le journal linguistique DSW d'Erlangen, l'Action langue Allemande (ADS) de Hanovre et la *Neue Fruchtbringende Gesellschaft* (NFG) de Köthen (Anhalt) ont récolté ensemble les signatures. Il y a quelques années, ils avaient déjà rendu une première petite partie d'environ 2100 signatures à M. *Bernd Althusmann* à Hanovre, à l'époque président de la KMK. Maintenant, la deuxième remise des signatures avec 15'100 signatures a eu lieu à Stuttgart.

Le rédacteur en chef de la DSW, *Thomas Paulwitz*, le président de l'ADS *Wolfgang Hildebrandt* et le président du NFG *Uta Seewald-Heeg* ont remercié la ministre des Affaires culturelles pour son engagement en faveur du sauvetage de l'écriture cursive. Ils ont ajouté le désir que Mme Eisenmann s'engage, au sein de la KMK, pour que dans tous les Länder allemands on se remette à enseigner l'écriture cursive. «Il nous faut pas moins mais davantage d'enseignement de l'écriture cursive», a déclaré M. Paulwitz. De nombreux avantages de l'écriture cursive sont évidents et scientifiquement prouvés, par exemple l'entraînement de la motricité fine, de la pensée et de l'apprentissage. Il faut faire tout le possible pour ne pas produire des enfants mutilés dans leur écriture, en leur soustrayant consciemment un bien culturel.

Outre le Bade-Wurtemberg, la Bavière, la Saxe et récemment aussi le Schleswig-Holstein ont également abandonné l'idée de remplacer l'écriture cursive par une «écriture de base». Celle-ci est une écriture en caractères d'imprimerie avec de petits crochets, où les enfants choisissent librement, s'ils veulent relier les lettres ou non – avec des résultats catastrophiques. La prochaine étape de

l'action «Sauvez l'écriture cursive» sera de motiver également les Länder «paresseux en écriture» tels Thüringen, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Hambourg et Mecklembourg-Poméranie-Occidentale à renforcer l'enseignement de l'écriture cursive dans les écoles primaires.

Source: [www.deutsche-sprachwelt.de](http://www.deutsche-sprachwelt.de) du 3/11/17

### Courrier des lecteurs

#### Les réformes de l'enseignement – un monde tout en rose?

Comment est-ce possible que des représentants à la tête d'associations, sans aucune expérience pédagogique, se croient mieux informés que les spécialistes travaillant à la base? Comment peut-on prétendre que le changement de paradigme envisagé dans l'enseignement à l'aide du *Plan d'études 21* ait une influence positive sur le commerce et l'économie, si le test pratique n'a pas encore eu lieu? Pourquoi tient-on absolument à l'enseignement précoce des langues étrangères, alors que les études scientifiques et une comparaison entre les cantons récemment publiée prouvent que l'apprentissage précoce de deux langues étrangères est peu efficace, très cher et réduit l'enseignement de la première langue [l'allemand, ndt.]? Ce dernier point est la cause principale pour laquelle 20% des jeunes en fin de scolarité ont des connaissances d'allemand insuffisantes (cf. tests *Pisa* 2012 et 2015), et qu'on ne peut guère les intégrer dans le processus de travail. A-t-on oublié que le succès économique de notre pays se base sur une bonne formation scolaire et que nous ne pouvons nous permettre de développer une société à deux vitesses?

Fait presque inaperçu du grand public, la culture de l'information dans l'économie, l'administration et les médias s'est totalement transformée au cours des vingt dernières années en influençant également la formation. Au lieu d'informations neutres, il y a toujours plus de propagande étatique: les aspects

négatifs sont dissimulés, les aspects positifs sont renforcés ou inventés. Les réformes et les innovations sont présentées comme des nécessités absolues et toujours positives. Afin de pouvoir réaliser les réformes et les projets dirigés d'en haut sans perturbations, les voix critiques sont contournées par les méthodes du «Change Management» et les expériences positives faites au cours de plusieurs décennies ne sont plus prises en considération. Les autorités de contrôle sont soumises au secret professionnel et à la protection des données et n'ont plus le droit de s'exprimer en public. Les expériences pédagogiques pour tester les nouvelles méthodes dans un cadre restreint afin de pouvoir les annuler sans trop de coûts et de pertes ont été éliminées. Pour que le public ait l'impression que ces projets s'élevant à plusieurs millions sont couronnés de succès, on les vend à l'aide d'expertises de complaisance, de sondages préparés et de méthodes élaborées par des bureaux de relations publiques. Faute de temps, la presse quotidienne adopte ces messages de réussite bien préparés sans poser de questions. Avec de telles informations filtrées, on abandonne les citoyens et ils ne peuvent pas se former leur propre opinion, sans se procurer des informations supplémentaires auprès des médias alternatifs.

Peter Aebersold, Zurich

(Traduction *Horizons et débats*)

# Un enfant agité trouve son chemin

## L'importance de la compréhension du développement de l'enfant et de l'apprentissage. Une enseignante parle de son travail

par Miriam Spalinger

*hd. L'enseignement est une activité d'une grande complexité. Pendant l'enseignement, l'enseignant doit souvent prendre plusieurs décisions spontanées dans un laps de temps très court. Ces réactions dépendent fortement de l'image qu'il se fait des enfants et de ce qui se passe en classe. Sans pouvoir auparavant réfléchir à chacune de ses réactions dans une situation donnée, ses connaissances du vécu de ses élèves, de leurs interactions avec les camarades de classe, leurs relations avec leurs parents et les enseignants l'influencent automatiquement. La compréhension du processus de l'apprentissage, la conception de l'homme de l'enseignant et l'optimisme ou le pessimisme qui en résultent sont décisifs pour un enseignement réussi dans la durée.*

*Malheureusement, on est actuellement de plus en plus confronté à la situation que tout enfant montrant des troubles d'apprentissage ou de comportement doit aussi rapidement que possible obtenir un diagnostic psychologique, voire psychiatrique – souvent lié à l'idée que ces troubles sont congénitaux et non-influencés par des mesures éducatives ou pédagogiques. Les conséquences pour l'enfant sont souvent fatales pour son développement. Il arrive aussi que – suite à de faux sentiments de culpabilité – des parents, des éducateurs ou des enseignants se sentent soulagés d'obtenir de tels diagnostics.*

*L'exemple d'une enseignante expérimentée d'école primaire présenté ci-dessous nous montre une autre voie. Dans son récit, Miriam Spalinger décrit le chemin de son élève «Paul» dans une classe de premier cycle de 20 enfants. Elle y décrit dans un langage compréhensible et simple des déroulements psychologiques complexes. Son attitude empathique envers ses élèves et sa compréhension du psychisme de l'enfant lui permettent de développer des solutions pédagogiques et constructives. Son témoignage illustre les résultats possibles en intégrant les vastes expériences pédagogiques, les connaissances de la psychologie du développement et de la personnalité ainsi que la vision de l'être humain comme un être social, dont le développement de la personnalité et sa capacité d'apprendre sont fortement dépendants des relations humaines. Ce récit témoigne également de l'importance de créer une communauté au sein de la classe – par contraste à l'«apprentissage autonome» des élèves très en vogue actuellement.*

Avant les vacances de fin d'année, ma directrice m'a informée, qu'un nouvel élève intégrerait ma classe au début de l'année. Elle m'a expliqué les difficultés rencontrées par cet enfant au début de sa scolarité. Dès le jardin d'enfants, Paul a eu de grand problème dans les diverses classes: il avait un comportement particulier, il donnait à tout moment des commentaires à haute voix, au lieu de travailler assis à sa place, il se promenait dans la salle de classe et regardait travailler les autres. Concernant l'apprentissage, Paul avait de hautes exigences; tout devait être parfait dès la première fois. Si quelque chose ne lui réussissait pas tout de suite, il devenait furieux. Après peu de temps, les autres enfants l'excluaient de leurs jeux et le harcelaient. En outre, on le désignait toujours comme seul responsable pour tous les problèmes et les querelles au sein de la classe. La coopération entre les enseignants et les parents était décrite comme très difficile. Lors de sa dernière classe, dans une école privée, les parents des autres enfants avaient fait pression pour que Paul soit renvoyé de l'école. Puis, ses parents ont effectué l'enseignement eux-mêmes à la maison, en attendant de trouver une bonne opportunité pour leur enfant dans une école publique. Ainsi, ils se sont adressés à la direction de mon école et ont demandé que leur fils soit au début accompagné par une pédagogue curative pouvant s'occuper spécialement de lui. Mais cela n'est pas possible chez nous. La directrice a donc rassuré les parents et leur a garanti qu'elle allait faire en sorte que Paul

bénéficierait d'une enseignante attachant une grande importance à faire régner une atmosphère de travail calme et étant capable d'intégrer tous les enfants dans une bonne communauté de classe. La directrice a souligné que cette enseignante se formait également dans son temps libre en suivant des cours pour développer sa compréhension des enfants avec des troubles d'apprentissage et de comportement. N'ayant pas d'autres solutions, les parents de Paul ont été d'accord de placer leur enfant dans ma classe.

Dans mes premiers contacts avec ces parents, il s'est avéré que la coopération avec eux ne semblait pas poser de problème. Le plus important pour eux était de ressentir que j'avais une attitude positive envers Paul et que je prenais au sérieux leurs préoccupations.

### Mes doutes

Normalement, je me réjouis lorsque je me trouve devant un nouveau défi. Mais les jours avant la reprise de l'école, je doutais de réussir à intégrer dans la classe un enfant avec autant d'expériences négatives dès le début de sa scolarité. J'ai mémorisé ce que j'avais appris chez Mme Annemarie Buchholz\* dans ses séminaires de psychologie individuelle et de psychologie du développement. Je sais que chaque enfant – même si son comportement est très déviant – désire toujours, au fond de lui, devenir un bon élève et être bien perçu par son enseignante et les autres enfants. J'ai beaucoup de compassion pour un enfant n'ayant pas encore pu faire l'expérience d'être admis dans une classe. J'ai moi-même connu de semblables situations et je sais à quel point il est important que je puisse entrer en relation de manière positive avec Paul. Je dois arriver à lui transmettre ma confiance à son égard et mon aide à changer son comportement là où c'est nécessaire. Cela a toujours été mon plus grand souhait de développer la certitude et la confiance de pouvoir donner à l'enfant le courage de surmonter ses difficultés d'apprendre et de l'aider à s'intégrer dans la communauté de la classe.

Ces réflexions m'ont redonné courage et j'étais impatient de faire la connaissance de cet enfant.

### Paul arrive dans la nouvelle classe

Pendant une période d'un an et demi, j'ai réussi à former une communauté de classe avec le groupe très diversifié d'élèves dont je disposais. Les enfants apprennent ensemble avec plaisir, s'acceptent les uns les autres et s'entraident. Je savais, que tous m'aideraient à bien accueillir un nouvel élève.

Les enfants avaient déjà compris l'importance de m'informer des difficultés qu'ils ont entre eux – que ce soit dans la cour de récréation, dans les vestiaires de la salle de gym, à la piscine ou sur le chemin de l'école. Ils avaient aussi compris que leur institutrice était à tout moment prête pour une conversation quand il fallait aider à clarifier un conflit et trouver une voie pour la réconciliation. Grâce ses conversations très importantes, les enfants avaient pu développer de la confiance envers moi et leurs camarades de classe. Outre mes propres observations, j'étais ainsi toujours bien informée sur la situation affective des enfants envers leurs camarades de classe, également en mon absence.

Avant l'arrivée de Paul, je me suis entretenue avec la classe en nous demandant comment il aurait pu bien se sentir en arrivant dans la nouvelle classe. Tous devaient réfléchir à une possibilité de l'aider à se sentir rapidement bien dans la nouvelle classe. Les enfants ont proposé divers possibilités pour illustrer ce qui leur ferait plaisir s'ils se trouvaient dans la même situation: inviter Paul à jouer avec eux pendant la récréation, partager son goûter avec lui, se consoler mutuellement, lui laisser la priorité dans les activités, lui montrer les locaux de l'école ou rentrer ensemble à la maison.

Lorsque Paul est arrivé la première fois chez nous, j'ai tout de suite remarqué son grand intérêt à l'école, à l'apprentissage et à ses camarades de classe. Paul est un enfant

zélé et intéressé. Il ne pouvait guère attendre le prochain pas dans l'apprentissage et posait déjà d'autres questions, inadéquates à ce moment. Mon pressentiment au sujet de ses lacunes dans certaines matières s'est rapidement confirmé, car il n'avait plus été en mesure d'apprendre pendant assez longtemps. Lorsque j'ai retourné le tableau noir pendant la première leçon et ayant vu mon écriture scolaire soignée, il s'exclama immédiatement: «Moi, je ne sais pas écrire comme ça!» Donc Paul était attentif et voulait apprendre vite. Il l'a souvent exprimé. Toutes bases de la grammaire et le «petit livret» lui était inconnus.

Paul était souvent agité: manifestement il était habitué à se lever à tout moment sans rien demander, à se promener dans la classe, d'aller aux toilettes et de courir au lavabo. Avec le temps il a appris que cela est préférable de se joindre à ses camarades de classe et de faire comme eux, de préparer à temps le matériel scolaire et de commencer tous ensemble la leçon. Comme s'il était seul, il criait pendant les cours régulièrement ses réponses dans la classe, avait souvent ses deux jambes sur sa chaise en se tournant dans toutes les directions. Quand il devait travailler par écrit, cela prenait du temps, jusqu'à ce qu'il ait trouvé le matériel nécessaire pour commencer. Il répétait à tout moment qu'il ne savait pas comment résoudre l'exercice et qu'il se sentait surchargé par les travaux écrits. De telles déclarations me surprenaient, car dans l'enseignement oral, il participait souvent et bien. Comme ma classe savait déjà bien travailler tranquillement, j'avais l'occasion, après avoir introduit la nouvelle matière pour tous, d'aider Paul de manière individuelle. Quand il commençait à travailler avec mon aide, il prenait souvent la gomme et effaçait les chiffres, qu'il avait pourtant écrits soigneusement. Il n'était jamais content de son travail, même s'il ne faisait grâce à mon aide peu ou point de fautes.

Quand il se plaignait qu'il ne savait pas comment faire, je le calmait et lui disais que ce n'était pas étonnant puisque personne ne le lui avait encore montré. «Je t'expliquerai tout ce que tu veux et avec moi, tu pourras apprendre tout ce qui te manque.» Ensuite j'ajoutais, que cela n'allait pas se faire d'un jour à l'autre, mais que nous y travaillerons quotidiennement. «A la fin de l'année scolaire, tu auras tout rattrapé et tu seras au même point que les autres enfants de ta classe.» J'ai vite remarqué comme Paul se détendait et pouvait se remettre au travail avec davantage de confiance en soi et de manière plus concentrée. J'ai aussi félicité toute la classe pour leur manière concentrée de travailler en leur confirmant qu'ils avaient déjà beaucoup appris et que cela faisait aussi du bien à Paul. Car ainsi, je trouvais suffisamment de temps pour l'aider et grâce à eux, il allait certainement bientôt arriver à combler ses lacunes. Paul aimait venir vers moi à mon pupitre et il était content de pouvoir bénéficier de mon aide. Pour la classe c'était également une expérience utile de voir que l'enseignante était convaincue que chaque enfant pouvait apprendre toute la matière.

### Réactions des camarades de classe

Pendant les leçons, Paul voulait toujours être le premier et tentait d'accaparer beaucoup de temps pour lui seul. Il voulait calculer seul tous les calculs au tableau noir et voulait parler de thèmes n'ayant aucun lien avec le sujet traité. Il voulait être le centre d'attention, sans laisser de place à ses camarades. Certains enfants ont rouspété en se plaignant de l'attitude de Paul qui leur tapait sur les nerfs et du peu d'égard de cette dernière vis à vis d'eux. Dans de telles situations, je leur expliquais qu'ils avaient déjà bien appris à écouter, à attendre et à laisser la priorité à d'autres enfants, et qu'ils devaient faire preuve d'un peu de patience. Paul allait certainement vite apprendre comment mieux se comporter, parce qu'eux-mêmes représentaient pour lui un excellent exemple. J'ai aussi parlé avec Paul de ces situations en lui expliquant qu'il fallait lui aussi apprendre à écouter les autres

enfants et à leur laissé la priorité. Avec le temps, Paul a gagné en confiance en réalisant que c'était ma préoccupation primaire de l'aider. Après quelques temps, il a commencé à réaliser et à s'exprimer sur ses comportements maladroits envers ses camarades et on sentait qu'il voulait le faire autrement la prochaine fois. Pour lui, c'était un grand soulagement, que les enfants ne se soient jamais moqués de lui dans de telles situations.

Après une excursion, une fille est venue vers moi pendant la pause, m'informant des difficultés rencontrées avec Paul lors de la visite d'un musée. Il l'avait constamment repoussée, lorsqu'elle voulait regarder un objet de l'exposition. Il voulait toujours être tout devant et décider lui-même de sa place sans tenir compte des autres. Il l'avait repoussée avec son coude dans le ventre et dit: «Cela fait mal!» La fille lui avait dit auparavant qu'il ne pouvait pas toujours être le premier. J'ai donc discuté avec cette enfant comment l'on pouvait résoudre cette situation. Je lui ai confirmé que c'était bien de m'en avoir informé, que le comportement de Paul n'était pas correct et qu'il n'avait aucun droit de la cogner dans le ventre, que j'allais lui parler. Dans une prochaine situation semblable, elle pourrait peut-être esquisser Paul et trouver une autre place.

A la prochaine occasion, j'ai parlé avec Paul et lui ai expliqué qu'il devait absolument laisser la priorité à ses camarades de classe, et comprendre l'interdiction formelle de s'imposer par la force. Je lui ai demandé comment il voulait remettre en ordre cette situation avec sa camarade. Après un moment de réflexion, il m'a répondu qu'il allait s'excuser et lui garantir qu'il ne le ferait plus jamais. Comme je n'ai plus rien entendu à propos de cet incident j'ai demandé après quelques jours à la fille si cela allait mieux avec Paul. Elle m'a répondu que depuis lors, il était très gentil avec elle et qu'il ne l'avait plus jamais cognée.

Après la grande pause du matin, une autre fille se plaint devant toute la classe que Paul avait en courant renversé plusieurs enfants. Avant que la fille ait pu finir son récit, Paul cria dans la classe: «Elles disent des mensonges! Cela n'est pas vrai!» Lorsque Paul a réalisé que la fille avait du soutien, il a commencé à pleurer en cachant son visage des deux mains. Calmement, j'ai expliqué à Paul, la nécessité que la classe me raconte une telle situation. Ce n'est qu'ainsi que je pouvais l'aider à faire mieux la prochaine fois. Paul s'est arrêté de pleurer et en soulevant la tête, il m'a longuement regardée d'un air étonné, visiblement, il s'attendait à une toute autre réaction. Il a arrêté de nier et est resté assis silencieusement. Les autres enfants observaient en silence la situation. Leur indignation envers Paul avait disparu, on sentait qu'ils étaient à nouveau prêts à lui tendre la main. Puis, Paul a accepté la proposition d'une fille de courir dorénavant avec plus d'écart des autres enfants, comme ils le faisaient tous. Après coup, tous étaient soulagés et confiants que Paul continuera à apprendre et à faire davantage attention aux autres enfants. Eux aussi ont dû l'apprendre.

### Paul se calme et gagne en confiance

Le matin, Paul arrivait souvent en classe tout agité. Il ne trouvait plus ses pantoufles ou devait absolument encore aller aux toilettes en dernière minute. Ou alors – bien que tous les autres enfants soient déjà assis à leurs places –, il courrait à travers la classe. Pour moi, c'était le signe qu'il ne se sentait pas capable d'apprendre. Il était toujours en grands soucis quand il réalisait qu'il maîtrisait certaines choses moins bien que ces camarades de classe. Certes, Paul avait rejoint ma classe seulement au milieu de l'année en cours, mais entre temps, il avait réussi à rattraper ses lacunes de la «table de multiplication jusqu'à dix». Paul aimait bien apprendre avec moi mais aussi en classe et avait assez vite appris les séries par cœur. Vers la fin de

# Les lapins de l'île St-Pierre – une nécrologie

## Martin Luther s'est trompé et Jean-Jacques Rousseau a truqué

par Heini Hofmann

Autrefois, il existait sur l'île de St-Pierre (reliée par un isthme long et mince avec le rivage du lac de Bièvre), à Genève et à Bâle, en Ajoie, dans le Bas-Valais et dans la plaine de Magadino de grandes colonies de lapins de garenne. Plus aujourd'hui, car cette espèce sauvage a, tout en douce, presque complètement disparu de la Suisse. Pour l'île St-Pierre, il faudrait réécrire l'histoire de ces lapins.

A l'origine, les lapins de garenne étaient largement répandus en Europe jusqu'à ce que la dernière période glaciaire les pousse vers l'Espagne et l'Afrique du Nord-Ouest. Plus tard, l'être humain les aida par la propagation artificielle, c'est-à-dire en les lâchant dans d'autres régions, à conquérir le monde. Les armées romaines, les marins portugais, les Normands et plus tard les colonisateurs, amenèrent les petits sauteurs peu à peu dans presque tous les pays du monde connus à l'époque.

Souvent, c'étaient des lapins domestiqués, qui furent lâchés et ensuite – plus rapidement que n'importe quel autre animal domestique le pourrait – revenaient à l'état sauvage lequel domine toujours les créations de l'élevage. La reproduction illimitée, par exemple sur des îles sans ennemis naturels, peut conduire à d'irréparables dommages sur l'écosystème. Exemple type: en Australie, suite aux deux douzaines de lapins introduits en 1859, on est aujourd'hui encore confronté à un fléau national incontrôlable de plus de 750 millions d'animaux.



Le lapin de garenne, à l'origine de tous les lapins domestiques, est plus petit que le lièvre. Il a des oreilles plus courtes et au contraire du lièvre, il vient au monde nu, aveugle, sans dents et sourd. (Photo AWT)

### Dans ce contexte, Luther s'est trompé!

Les lapins ne faisaient pas seulement sensation à cause de leur prolifération gigantesque; ils créèrent aussi une confusion étymologique. Car Martin Luther commit un lapsus zoologique lors de sa traduction de la bible de l'hébreu en allemand. Il traduisit «Shāphān» par «lapin». En hébreu, cela signifie cependant

«celui qui se cache» et désignait le daman du Cap, un animal habitant dans les arbres et les rochers, couleur lapin ressemblant à la marotte, proche des ongulés et étroitement apparenté aux éléphants et aux siréniens.

Les Phéniciens avaient – 1100 ans avant Jésus-Christ –, lors de leur débarquement sur la presqu'île pyrénéenne, découvert des ani-

maux qui, observés de loin, ressemblaient au daman du Cap qu'ils connaissaient de chez eux. C'est pourquoi, ils appelèrent le pays «i-shāphān-im», ce qui devint plus tard en latin «Hispania». Donc, «Espagne» signifie en réalité «pays des damans du Cap». Et le clou de l'histoire: les Phéniciens également se sont trompés! Ce qu'ils tenaient par erreur pour des damans du Cap étaient des lapins de garenne – inconnus pour eux. Ainsi, Luther a certes mal traduit, mais de ce fait, au point de vue zoologique c'était une désignation correcte...

### Pas de mélange entre lapin de garenne et lièvre!

Les lapins de garenne et les lièvres ne font-malgré leurs dents – pas partie des rongeurs. Tandis que le croisement entre le lièvre brun et le lièvre variable dans un territoire de chevauchement est possible (les hybrides restent stériles), il est exclu entre le lièvre et le lapin de garenne (trop éloigné au niveau génétique).

Tandis que le lièvre vit en solitaire sans protection à même le sol et s'enfonce à l'approche d'un danger dans son gîte, camouflé grâce à la couleur de son poil, les lapins de garenne vivent en société dans des colonies et creusent des terriers pouvant être très complexes. Leur fertilité est proverbiale: une femelle met au monde dans une portée jusqu'à 12 petits au fond d'un terrier et porte jusqu'à quatre fois par an. Les lapereaux

Suite page 8

### «Un enfant agité trouve ...»

suite de la page 6

l'année, j'étais en train de répéter les matières manquantes du premier semestre avec lui – des exercices d'addition et de soustraction jusqu'à cent. Le lendemain, Paul est arrivé tout furieux et comme dernier de la classe, ne m'a pas salué et m'a lancé sur mon bureau sa fiche de travail de mathématiques inachevée et en mauvais état. Puis il a couru à travers toute la salle de classe, alors que tous les autres élèves étaient déjà prêts, et a lancé farouchement ses pantoufles en l'air. A ce moment-là, je n'avais aucune idée de la raison de son comportement. D'autant plus que le jour précédent j'avais vu la bonne réalisation de ses exercices oraux concernant un sujet de mathématiques plutôt difficile: la «division avec reste», un sujet de troisième classe. Paul apprenait vite quand il s'agissait de nouvelles matières et aimait surtout résoudre les exercices les plus exigeants.

A la fin de la journée, en rentrant à la maison, sa forte réaction me préoccupait toujours. Paul était rentré à la maison en étant toujours et encore très agité. En plus, c'était le début d'un week-end.

Arrivé chez moi, j'ai repris en main sa fiche de travail et j'ai réalisé qu'il n'y avait aucun calcul de juste. Soudain, je me suis rendu compte que ces exercices demandaient des connaissances que j'avais traitées pendant le premier semestre, période où Paul n'avait pas encore intégré la classe. En voulant faire ses devoirs, il a réalisé qu'il ne savait pas comment résoudre les calculs de cette feuille, ce qui l'avait mis sans dessus-dessous. Je n'y avais pas pensé et cela me désolait. J'ai donc décidé de l'appeler le samedi matin pour pouvoir le tranquilliser le plus vite possible. Mon idée était de l'inviter à venir deux à trois fois par semaine, jusqu'aux grandes vacances, une demi-heure plus tôt à l'école pour rattraper les matières de mathématiques manquantes. Quand je lui ai expliqué cela au téléphone, il s'est beaucoup réjoui. Il aurait été prêt à venir le jour même et brûlait d'impatience. Plus tard, sa mère m'a informé que Paul s'était tout de suite tranquilisé et qu'il avait repris confiance. Nous avons convenu qu'il viendrait tous les après-midis une demi-heure avant le début des cours pour travailler avec moi. Parfois, il est même venu plus tôt que convenu et n'a pas manqué même quand ses camarades de classe allaient à la piscine. En calculant avec lui, j'ai constaté qu'il n'avait pas encore appris la transition de dix. Il m'a expliqué comment il comptait 7 + 8. Il faisait 7 + 5

= 13, + 3 = 16. Comme il ne savait pas comment remplir les dizaines, il ne savait pas non plus résoudre les calculs 17 + 5 = ?, 27 + 8 = ? etc. Par la suite, il a vite compris comment utiliser la voie logique. Grâce au rattrapage de ses lacunes scolaires, Paul s'est beaucoup calmé et a nettement perdu de son agressivité dans le contact avec ses camarades de classe. On sentait sa volonté de se comporter autrement et mieux. Il a continué à accepter mon aide. Quand je le saluais le matin, je l'aidais à mettre en œuvre ses bonnes intentions: «As-tu pensé que tu voulais être plus gentil avec les autres enfants?» Paul me confirmait alors son accord. Souvent, je lui ai dit qu'il pouvait aussi venir me parler quand il sentait qu'il allait se mettre en colère contre quelqu'un, que j'étais prête à l'aider.

### Collaboration avec les parents

Après avoir travaillé avec Paul pendant de longues semaines et après quelques brefs entretiens avec les parents, je les ai invités pour un entretien final à la fin de l'année scolaire. Ils ont accepté mon invitation avec grand plaisir puisqu'ils voulaient offrir à leur fils le meilleur avenir possible et que nous avions entre temps noué des liens de confiance. Ils sont venus très confiants à cet entretien parce qu'à la maison ils avaient réalisé le changement de comportement de Paul en rentrant de l'école. La mère m'a relaté le plaisir de Paul à l'école et l'appréciation personnelle de son enseignante. J'ai décrit aux parents le développement positif de leur fils. Nous avons également évoqué comment il serait possible de continuer à soutenir Paul au mieux dans ses progrès jusqu'à la fin de l'année scolaire et dans la classe suivante avec de nouveaux enseignants. Pour moi, la question principale était de savoir comment on pourrait continuer à renforcer Paul à se comporter différemment, même après avoir vécu un échec. Pour illustrer ma réflexion, j'ai décrit aux parents l'exemple suivant:

Un jour, au lieu d'aller au cours de gymnastique, Paul s'est rendu une heure trop tôt dans la structure de jour, où il prend normalement son repas de midi. Quand il a réalisé qu'il avait oublié le cours de gym, cela l'a tellement préoccupé qu'il s'est retiré dans le coin le plus éloigné d'une autre salle pour s'y cacher. Quand je l'ai rencontré, il ne voulait plus manger avec les autres enfants. Effondré et en larmes, il m'a dit: «Je vais bientôt sauter par la fenêtre, si je continue à faire des fautes aussi stupides!» J'ai tenté de le calmer en disant que de telles choses arrivent égale-

ment à beaucoup d'autres enfants, qu'il pouvait sans autre aller prendre son repas avec les autres enfants. Dans cette situation, Paul s'est aussi laissé calmer et est allé manger.

Puis, j'ai demandé aux parents si, à la maison, ils avaient également remarqué que Paul avait lors de petits malheurs très vite le sentiment d'avoir commis une énorme faute et qu'il était souvent agité à l'avance et inquiet de tout faire juste. Une raison pourrait être le fait qu'il n'a pas de frères et sœurs avec qui il pourrait se comparer et voir chaque jour qu'eux non plus ne savent pas tout, tout de suite. Il se peut aussi qu'il ne se mesure qu'avec ses parents qui, dans ses yeux, sont sans fautes.

Ensuite, j'ai décrit aux parents que Paul désespérait régulièrement lors d'épreuves et interrogations écrites et qu'il avait de grandes peines à les terminer. Je leur ai expliqué que Paul avait peur de ne pas faire le travail assez bien et qu'il préférerait presque d'abandonner plutôt que de faire des performances moyennes. Il voulait toujours apprendre vite et bien et perd courage et s'énervait quand il ne réussissait pas tout de suite. Un jour, il m'a répondu qu'il voulait en aucun cas avoir seulement un 4, qu'il visait au moins la note 5,5 [sur une échelle de 1 – 6, n.d.t.], car il voulait présenter à ses parents uniquement de bonnes notes.

Mes descriptions et mes questions, ont laissé les parents songeurs. Ils ont exprimé qu'ils connaissaient bien ce comportement de leur fils. Après un moment, la mère a expliqué qu'elle pensait maintenant voir un lien entre la peur de son fils de ne jamais faire les choses assez bien et son propre comportement face à Paul en tant que mère. Puis, elle a ajouté qu'ils contribuaient certainement en tant que parents de manière considérable à ce que Paul veuille absolument faire de très bonnes notes et qu'il ne supporte pas de faire des fautes. Elle a également ajouté que Paul avait un loisir très spécial: il s'intéresse tout spécialement à la paléontologie, qu'il aimait aller chercher des pierres en montagne et visiter des musées. Elle lui avait expliqué que pour faire cela, il aurait à faire des études et qu'il devait donc avoir de très bonnes notes à l'école, qu'un 4 ne suffisait pas. Elle voulait ainsi lui faire comprendre l'importance de s'appliquer dès le début pour faire à l'avenir un travail exigeant. Qu'il était décisif de travailler de toutes ses forces parce qu'on pouvait apprendre de telles choses seulement avec beaucoup d'application. Maintenant elle avait compris qu'ils devaient le faire autrement en tant que parents. Elle était

maintenant sûre que pour Paul c'était trop tôt de l'inciter à des performances extraordinaires. Je l'ai renforcée dans cette idée en ajoutant que leur fils n'avait pas besoin de pression. Paul avait lui-même assez de motivation. Cela le calmera, s'il réalise que les parents l'acceptent aussi avec de moins bonnes notes. Puis j'ai ajouté: «Pendant les interrogations écrites, il n'aura plus besoin de réfléchir à ce qui se passera, s'il n'obtient qu'un 4. Paul a encore beaucoup de temps pour apprendre et se préparer pour le lycée. Il peut donc apprendre plus calmement, si ses parents se réjouissent de ses progrès et s'intéressent à ce qu'il a appris de nouveau. En outre, vous pouvez soutenir Paul avec votre assurance et confiance, vous faire de soucis pour lui. Quand Paul est déçu d'une note, il est important qu'il puisse compter sur la bienveillance et l'encouragement de ses parents et sur l'aide de ses enseignants, cela lui permet de continuer à apprendre tranquillement. Après la bonne intégration dans sa classe et malgré les mauvaises expériences du début de sa scolarité, il a déjà fait d'énormes progrès. C'est une grande chance qu'il ait préservé sa volonté d'apprendre. Il a mérité de pouvoir se réjouir du temps à venir et du soutien de la part de ses parents. Les matières du premier semestre que Paul n'a pas encore bien comprises, je vais encore les répéter avec lui. A cette fin, j'ai déjà préparé des feuilles d'exercices pour cet approfondissement.»

Les parents étaient très reconnaissants pour cet entretien et m'ont assuré que mon soutien a été une expérience très positive pour leur fils. Auparavant, ils avaient expérimenté des écoles s'orientant uniquement sur les résultats de tests de personnalité et de performance mesurant avant tout les déficits des enfants. Ils voulaient épargner cela à leur fils et c'est la raison pour laquelle ils avaient cherché une possibilité de le placer chez une enseignante capable de l'aider dans ses difficultés pour lui permettre un développement scolaire positif. Ils ont donc pu s'assurer que Paul faisait d'excellents progrès dans la communauté de la classe et qu'il y avait encore des enseignantes s'engageant de tout cœur pour leurs élèves.

\* Kaiser, Annemarie. Das Gemeinschaftsgefühl – Entstehung und Bedeutung für die menschliche Entwicklung. Darstellung wichtiger Befunde aus der modernen Psychologie. Zürich, Verlag Psycholog. Menschenkenntnis, 1981. ISBN 3-85999-007-1

(Traduction Horizons et débats)

### «Les lapins de l'île St-Pierre ...»

suite de la page 7

naissent nus et aveugles, sans dents et sourds. Mais ils se développent rapidement.

Ce qui rend le lapin de garenne si sympathique, c'est – outre ses gros yeux foncés, sa tête ronde et sa manière amusante de sautiller – sa capacité de faire le beau (pour sa sécurité pendant qu'il se nourrit), ses longues oreilles et son visage très spécial. Il est caractérisé par une lèvre supérieure fendue (bec de lièvre) et par le clignement de son nez, un retraitement rythmique des poils couvrant les naseaux. Ou alors les mouvements amusants et rapides de son museau quand il mâche la nourriture, le grignotement. Tous ces facteurs de charme ont apparemment séduit également Jean-Jacques Rousseau.

#### La légende de Rousseau

Jean-Jacques Rousseau, philosophe né en 1712 à Genève, choquait la politique et l'Eglise avec sa nouvelle pensée. Après sa fuite de France en 1762, il trouva – parce que sa ville natale ne voulait plus le recevoir non plus – un refuge à Môtiers dans le Val-de-Travers, c'est-à-dire dans l'ancienne principauté prussienne de Neuchâtel. Toutefois, en 1765 déjà, il dut à nouveau s'enfuir.

Son étape suivante fut l'île de St-Pierre dans le lac de Bièvre, où il séjourna brièvement (du 12 septembre au 24 octobre 1765) avant d'être à nouveau expulsé, cette fois par le Sénat de Berne. Puis, il émigra en Angleterre avant de retourner en France, où il mourut en 1778. Dans de nombreux récits et écritures, on affirme que Rousseau avait lâché des lapins de garenne sur son île bien aimée. Cela est imprécis, car il a mis en liberté des lapins domestiques qui sont redevenus sauvages.

A son époque, donc bien avant la correction des eaux du Jura qui transformèrent l'île St-Pierre en une presqu'île, celle-ci était composée de deux véritables îles, la plus grande (l'actuelle), où il habitait, et la plus petite, près de l'actuel chemin des Païens, où il aimait se retirer. La mise en liberté de lapins se déroula sur cette dernière, c'est pourquoi le nom d'«île des Lapins» lui est restée, même plus tard lorsque cette colonie avait depuis longtemps disparu. Ce n'est que dans les années 1980 que des chasseurs biennois ont lâché de véritables lapins de garenne sur la presqu'île actuelle. Mais commençons par le début!

#### L'astuce du «retour à la nature»

Sur l'île St-Pierre, Jean-Jacques Rousseau, désillusionné par les poursuites permanentes, trouva le calme intérieur et décida de vivre uniquement selon la nature, ses sentiments et sa perception sensorielle du moment. A l'âge de 64 ans, dans son dernier ouvrage intitulé «Rêveries du promeneur solitaire», il décrit son sentiment de bonheur et sa quiétude retrouvée. Par amour pour cette île idyllique, l'envie lui vint d'animer ce micro-paradis à l'aide de sympathiques lapins.

Grâce à l'aide du percepteur de la grande île (en tant que propriétaire de volailles et de pigeons, expert dans le domaine des petits animaux), on put en peu de temps se procurer à Neuchâtel des lapins qui furent, suite à une véritable cérémonie, lâchés dans la nature. Cette colonie de lapins domestiques à robe pie a naturellement, en l'espace de quelques générations, retrouvé son état sauvage et sa caractéristique couleur brune, car en liberté l'état sauvage domine toujours la domestication. Par la suite, ces lapins domestiques devenus ainsi de pseudo-lapins de garenne furent bien sûr servis – lors des repas de fête dans les institutions sociales de la ville de Berne – comme véritable plat de gibier...

Rousseau utilisa dans son expérience une astuce involontaire dans le sens d'un «retour à la nature». Ce qu'il réalisa plein d'enthousiasme, serait aujourd'hui, vu par les lunettes de la protection de l'environnement, très peu compatible avec la nature. Mais nous ne voulons pas nous associer au chœur des distributeurs rétrospectifs de valets noirs. De plus, il n'était pas le seul «lâcheur» de lapins. On suppose qu'une grande partie des lapins de garenne vivant actuellement en Europe centrale étaient à l'origine des lapins domestiques qui se sont sauvés ou ont été lâchés dans la nature.



Le damian du Cap (oreilles courtes), apparenté aux éléphants, qui a mené à une confusion amusante avec le lapin de garenne lors de la traduction de la Bible par Luther. (Photo AWT)

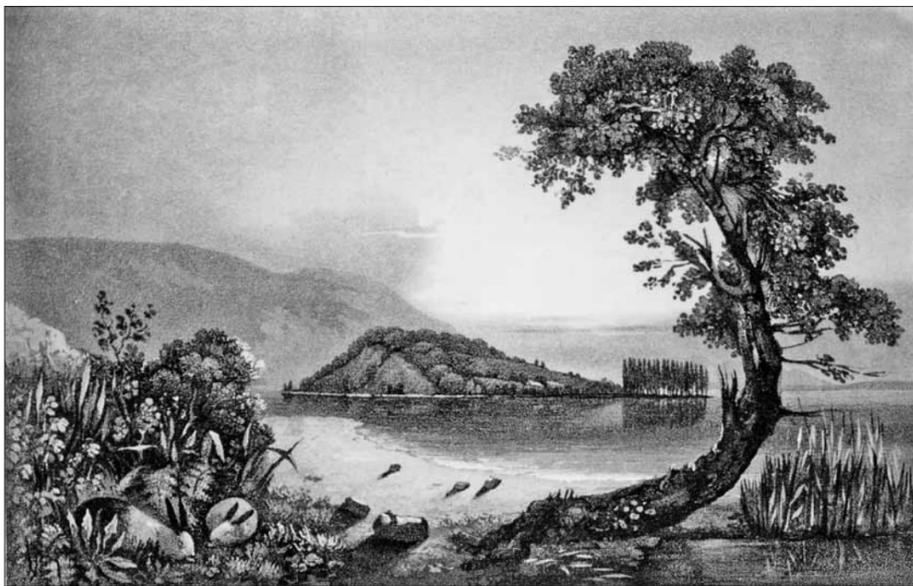
#### C'étaient des lapins domestiques

Rousseau lui-même n'a jamais parlé de lapins sauvages, qui d'ailleurs n'existaient pas encore en Suisse. Les animaux de Neuchâtel furent transportés dans des corbeilles ouvertes par bateau. Les lapins sauvages (de garenne) s'affolent vite et ne peuvent être transportés que dans des cages. De plus, selon Rousseau, il y avait parmi les lapins de Neuchâtel «des mâles et des femelles». Etant donné que les lapins de garenne ne présentent pas de dimorphisme sexuel particulier, c'est-à-dire que la lapine et le lapin ne se distinguent guère à l'œil nu, on aurait dû faire appel aux organes sexuels externes pour les distinguer. Ils se trouvent vu de l'anus en direction du ventre et ne sont visibles qu'en tirant légèrement sur



sur des images du XVI<sup>e</sup> siècle, desquels a été sélectionnée la race actuelle des lapins «hollandais».

Sur le tableau de *Gabriel Ludwig Lory*, on voit à droite des lapins en plein jour semblant très peu craintifs. Il en va de même pour un autre tableau de Daniel Lafond; on y voit (également lors de l'embarquement sur l'île des Lapins) un enfant se précipiter les bras ouverts sur un lapin blanc aux oreilles noires pour le serrer sur son cœur. L'animal tourné vers lui se tient tranquille à environ un mètre sans battre des pieds avec affolement. Donc: il s'agit sans aucun doute d'un animal apprivoisé. Les indices sont écrasants alors même que sur d'anciens tableaux il faut toujours être prudent quant à



Aquatinte de Sigismond Himely (vers 1835) «Ile de St. Pierre prise de l'île des Lapins»: au premier plan à gauche se trouvent deux lapins panachés. (Illustration Kunstmuseum Basel, Kupferstichkabinett)

le bout de peau les recouvrant ce qui aurait conduit avec des animaux sauvages à une sorte de petit rodéo pour y arriver – c'est assez invraisemblable pour Rousseau.

Les images de l'époque confirment la théorie des lapins domestiques: sur «L'Embarquement des lapins» de *Daniel Lafond*, Rousseau tient (assez maladroitement) un lapin blanc (!) qui se comporte très sagement. Sur une gravure (aquatinte) de *Sigismond Himely*, on observe au premier plan à gauche deux exemplaires d'une très vieille race de lapins panachés du Brabant, lapins qu'on retrouve déjà

la coloration des animaux de race – à cause de la liberté artistique.

#### Les lapins de garenne apparaissent plus tard

Un saut d'époque: au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on ne trouve dans la littérature scientifique pas trace de lapins sauvages en Suisse. Donc la colonie de lapins de Rousseau n'a pas survécu longtemps. Malheureusement, on ne possède pas de documents en la matière. Pas plus que sur l'introduction de véritables lapins de garenne par des «chasseurs biennois éclairés»

#### Les lapins de garenne: une réplique de Rousseau

hh. Petite rétrospective concernant les résultats des recherches sur les lapins de garenne de *Charles Huber*: à la fin des années 1970, cette espèce (protégée depuis 1972) comptait sur l'île de Saint-Pierre environ 600 terriers et plus de 1200 animaux. Leurs galeries et leurs trous étaient visibles ainsi que des dommages aux buissons, aux arbres et dans les cultures agricoles. Grâce à des plans de tir (élimination d'environ 200 animaux) et à l'introduction de 14 fouines, on put établir un équilibre acceptable.

En laissant sur place les branches coupées en hiver et en protégeant les vignes et les troncs d'arbre par des grillages métalliques, on apprit à réduire les dégâts causés par ces animaux. Les lapins se régalaient des branches au lieu d'écorcer avec beaucoup de peine les troncs d'arbres vivants jusqu'à une hauteur

de 30 centimètres. C'était tout simple! En outre, les lapins tués permirent aux scientifiques de récolter de précieuses données sur les taux de reproduction et l'âge des individus. Une fois de plus, on put se rendre compte de la cruauté de la nature: Presque 70% des lapereaux n'atteignent pas l'âge d'un an. Par contre, il y avait une forte reproduction.

Un détail intéressant: outre la colonie connue sur l'île (aux dimensions autrefois plus importantes), il y avait également des galeries habitées sur l'ancienne petite île, parmi quelques maisons de vacances. Probablement, il y eut à l'origine quelques lapins domestiques échappés car dans cette colonie, *Charles Huber* découvrit des animaux tachetés dont les taches disparurent après quelques générations (domination de la couleur sauvage!). Une vraie réplique de Rousseau!

sur l'île St-Pierre dans les années 1880. On comprend sans autre que ces «costumes verts» aient relâché de véritables lapins sauvages. *Charles Huber*, le biologiste du gibier du musée d'Histoire naturelle de Berne, a étudié dans les années 1970/1980 leurs descendants (cf. encadré).

Dans les années 1980, la colonie de l'île St-Pierre a commencé à diminuer et elle a disparu dans les années 1990. Plus personne n'en sait davantage, ni le chercheur s'étant depuis consacré à d'autres thèmes, ni le garde-chasse de l'époque *Fritz Maurer* de Muntchemier, ni l'historien et grand connaisseur de l'île St-Pierre, *Andreas Moser* d'Erlach. Comme il arrive souvent dans la nature, il semble que ce fut une coïncidence de plusieurs événements se déroulant en même temps également dans d'autres colonies en Suisse et à l'étranger limitrophe.

La population de lapins a très probablement disparu de l'île St-Pierre au début des années 1990 – après avoir survécu pendant un siècle. Ceci alors même qu'il y a quelques années on y rencontrait encore des tableaux d'information pour touristes rappelant la présence supposée de ces petits animaux...

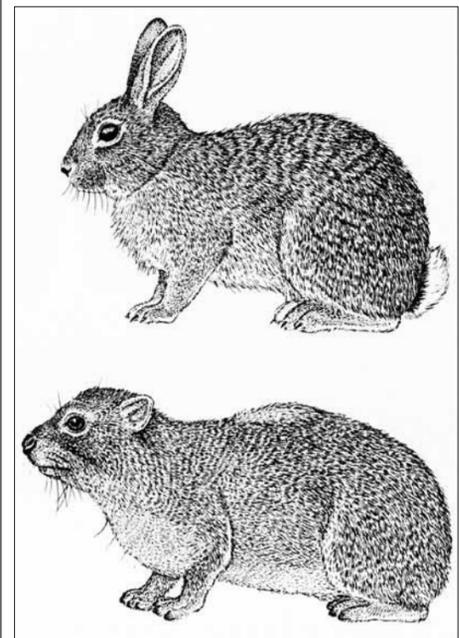
#### Une triste fin sans deuil

Aujourd'hui, les lapins sauvages ont disparu non seulement de l'île St-Pierre dans le lac de Bièvre, mais également du Bas Valais (où ils s'étaient mêlés aux lapins domestiques), de l'Ajoie, du plateau de Magadino, ainsi que de Genève et de Bâle, où ils s'étaient étendus jusque dans les jardins de banlieues. On en trouve encore une petite colonie à Bardonnex (Genève), près de la frontière, et dans le Valais central (Sion), servant de nourriture aux grands-ducs vivant dans la région.

Les colonies de lapins de garenne ont subi de plus en plus la pression de la civilisation, de l'agriculture et des activités en plein air des êtres humains. Elles eurent à souffrir des parasites, des virus de RHD et de myxomatose et d'autres maladies, de la consanguinité du fait de l'isolement des diverses populations, de même que du plus grand nombre de renards et d'oiseaux de proie, ainsi que de chats sauvages et de chiens non surveillés.

Ce qui surprend dans cet exode: alors que la disparition d'autres espèces d'animaux provoque des gros titres dans les médias, des interventions politiques et des projets de recherches désespérés, la disparition des lapins de garenne n'émeut personne. Aurait-on le même désintérêt qu'envers certains groupes d'êtres humains? Les lapins «sauvages» ont été – et cela est valable pour toutes les colonies suisses – lâchés volontairement dans la nature, ils sont donc étrangers, une «falsification de la faune». Il semble qu'ils n'aient pas droit au deuil, comme c'est le cas pour d'autres races animales plus intéressantes, très connues ou bien appréciées pour la chasse. En bref: une espèce d'animal sauvage étant l'ancêtre d'une de nos espèces d'animaux de rente nous quitte discrètement et en silence ...

(Traduction *Horizons et débats*)



Le damian du Cap (oreilles courtes), apparenté aux éléphants, qui a mené à une confusion amusante avec le lapin de garenne lors de la traduction de la Bible par Luther. (Photo AWT)